



Dernier tronçon de l'autoroute Est-Ouest

Talaï annonce la reprise des travaux

Les travaux du dernier tronçon achevant le gigantesque projet d'autoroute Est-Ouest à El Tarf seront entamés à partir de la semaine prochaine, a annoncé hier, le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjmaâ Talaï.

Page 2

Béjaïa

Quatre caches pour terroristes détruites par l'armée

Page 24



Par Saâd Taferka

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, autorise une nouvelle fois les recrutements dans la Fonction publique, après la suspension décidée en 2015 suite à des difficultés budgétaires générées par la réduction drastique des recettes pétrolières. A partir du mois de septembre prochain, les différents secteurs de l'administration auront la possibilité d'exprimer leurs besoins en matière de personnel et d'organiser des concours de recrutement, avec, certainement, des seuils fixés à

Le Front Polisario appelle l'ONU à intervenir d'urgence

Le Maroc viole le cessez-le-feu

La situation dans les territoires occupés du Sahara occidental ne prête guère à l'optimisme face à cette énième provocation marocaine, qui vient de violer le cessez-le-feu, en vigueur depuis 1991, en menant des opérations dans la zone tampon d'Alguerarat.

Page 3



Amar Brahmia, chef de la délégation algérienne aux JO de Rio
«Ma famille s'est déplacée à Rio avec ses moyens»

Page 24



Véhicules neufs commandés

Une vingtaine de requêtes adressées au ministère du Commerce

De nombreux clients des concessionnaires automobiles, mécontents du non-respect des engagements, ont carrément saisi le ministère du Commerce pour défendre leurs droits.

Page 2

Emploi et marché du travail

Le pari de stabilisation sociale

l'avance, au regard des possibilités actuelles du Trésor public en matière de prise en charge de nouveaux salaires. Il s'agit surtout de suppléer, ne serait-ce que partiellement, aux départs à la retraite qui ont saignée à blanc le corps de l'administration, particulièrement avec la formule de la retraite anticipée qui prendra fin en décembre 2016. Toujours dans le corps de l'administration, une catégorie de fonctionnaires n'arrive plus à fixer ses propres horizons, y compris pour le futur immédiat. Il s'agit, bien entendu, de la catégorie des préemplois dont le nombre avoisine un millions de personnes. Au vu de l'échancré fixée aux contrats de recrutement de cette catégorie, près de 500 000 d'entre eux devraient être «virés» à défaut du renouvellement de contrat. Sur ce plan, une rentrée chaude se prépare, aussi bien pour cette catégorie, que pour ceux qui contes-

tent la fin de la retraite proportionnelle et anticipée, outre ceux qui voudraient exploiter le «flou artistique» qui règne dans le travail de détermination de la nomenclature des métiers pénibles - pour leur laisser la possibilité de continuer à bénéficier de la retraite anticipée après décembre 2016 - sur lequel se sont penchées les différentes sections syndicales. Dans la conjoncture de crise économique, qui a pris un caractère durable au vu de la rigidité des marchés pétroliers qui maintiennent le baril dans ses cotes les plus basses depuis 2009, la question de l'emploi revêt un caractère hautement sensible, voire stratégique. C'est par elle que se détermine le reste des segments de la vie domestique : éducation, santé, logement, etc... C'est donc là un paramètre qui ne peut échapper aux pouvoirs publics et aux décideurs.

Page 5



Dernier tronçon de l'autoroute Est-Ouest

Talai annonce la reprise des travaux

Les travaux du dernier tronçon achevant le gigantesque projet d'autoroute Est-Ouest à El Tarf seront entamés à partir de la semaine prochaine, a annoncé hier, le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai.



Par Karima Nacer

Les travaux du tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya d'El Tarf, seront lancés à partir de la semaine prochaine. Selon le ministre, le conflit avec le groupe nippon aura été réglé à l'amiable. «Les négociations avec le consortium nippon Cojaal ont abouti à un arrangement à l'amiable afin d'entamer les travaux du tronçon de 84 km de la wilaya d'El Tarf», a expliqué le ministre en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger. «Nous sommes déterminés à achever ce qui reste de l'autoroute Est-Ouest au profit de nos populations frontalière. Et les entreprises nationales publiques ou privées ont démontré leur savoir-faire

dans le domaine», a encore indiqué le ministre.

Pour rappel, le consortium japonais Cojaal, chargé des travaux de réalisation du tronçon de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya d'El Tarf a été mis en demeure par l'Agence nationale des autoroutes (ANA) pour «retards et défauts dans la réalisation». Le recours à cette mesure fait suite à de nombreuses prorogations des délais accordés à cette entreprise pour l'achèvement des travaux qui lui ont été confiés dans le cadre de ce projet.

Interrogé sur les retards enregistrés dans la livraison de la majorité des grands projets du secteur des travaux publics, le ministre a expliqué que le problème réside dans une étude incomplète des projets. Mais, selon

le ministre, les contraintes de réalisation de ces projets stratégiques sont connues fort heureusement à temps, ce qui facilite, soutient-il, leur résolution. Soulevant les entraves d'expropriation, le ministre des travaux publics et des transports s'est contenté de dire que les bureaux d'étude sont tenus de faire l'effort d'inclure tous les entraves qui peuvent poser problème à l'avenir et ce, avant d'entamer les travaux de réalisation de quelque projet. Le ministre a cependant fait savoir qu'un décret fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique a été promulgué il y a cinq mois. Cela permettra l'indemnisation des propriétaires. Mais, en cas de refus, il a expliqué que des poursuites judiciaires seront entamées à leur

encontre. Lors de sa visite des projets des travaux publics, à l'exemple de la liaison reliant Zéralda rocade Sud à Tassala El Mardja RN1 par Hamici, le projet de réalisation de la pénétrante Oued Ouchaïh ou encore le projet de réalisation de la pénétrante reliant la rocade à la 2^{ème} rocade d'Alger, dont l'achèvement est prévu pour la fin de l'année prochaine, le ministre a insisté sur la livraison partielle de ces projets pour que la population puisse en bénéficier. «La réception de ces projets est prévue pour la fin 2017, alors il faut accélérer la cadence afin de terminer à temps ces projets, mais il faut les livrer partiellement», a recommandé le ministre aux chefs de projets.

K.N.

Véhicules neufs commandés

Une vingtaine de requêtes adressées au ministère du Commerce

Par Sofiane Aït Mohamed

De nombreux clients des concessionnaires automobiles, mécontents du non respect des engagements, ont carrement saisi le ministère du Commerce pour défendre leurs droits.

Selon le directeur général du Contrôle économique et de la répression des fraudes auprès du ministère, Abderrahmane Benhazil, le ministère a reçu en deux mois près d'une vingtaine de requêtes de clients mécontents des prestations des concessionnaires automobiles. «Nous avons reçu, durant les mois de juin et juillet derniers, 18 requêtes à l'égard des concessionnaires qui n'auraient pas respecté

leurs engagements vis-à-vis de leurs clients», a déclaré, hier à l'APS, M. Benhazil, rappelant qu'une opération de vérification de ces pratiques est toujours en cours. Selon ce responsable, citant un bilan provisoire de cette opération, les services du ministère ont effectivement relevé des pratiques interdites par la réglementation en vigueur. «Certains concessionnaires n'ont pas respecté les termes de la commande», a-t-il dit. L'annulation des commandes des véhicules constitue la principale cause de litige (neuf requêtes), suivie du non-respect des délais de livraison (cinq requêtes). Les clients ont également protesté contre le non-respect des prix de cession figurant sur les bons de commande

(trois requêtes) et contre la vente d'un véhicule ne répondant pas aux attentes (une requête). Neuf du total des 18 requêtes reçues par l'administration centrale, a fait savoir M. Benhazil, ont donné lieu à une décision favorable aux clients (où les concessionnaires se sont engagés à respecter leurs engagements), alors que les neuf autres plaintes sont toujours en cours de traitement. Le même responsable a rappelé, dans ce contexte, qu'en cas de non-respect des termes de la commande, la loi en vigueur prévoit que les deux parties (concessionnaire et client) peuvent convenir d'une solution à l'amiable. En cas de refus du client de la solution proposée, poursuit-il, le concessionnaire doit, sous huitaine, rever-

ser au client l'acompte ou le montant intégral versé avec une pénalité représentant 10% du prix du véhicule. «Si le concessionnaire refuse de se soumettre aux dispositions de la loi, cela est considéré comme une pratique contractuelle abusive à l'encontre du consommateur», a précisé M. Benhazil. Ainsi, «les contrevenants seront sévèrement sanctionnés suivant la réglementation en vigueur qui prévoit le paiement d'une amende variant entre 50 000 et 500 000 DA et une poursuite judiciaire». Le ministère du Commerce avait adressé en juin dernier une note à l'Association des concessionnaires automobiles et leurs agents agréés d'Algérie (AC2A) après avoir reçu plusieurs requêtes de clients par lesquelles

ils dénoncent une augmentation injustifiée des prix de vente des véhicules neufs commandés par rapport aux prix figurant dans le contrat de commande. Cette note du ministère avait relevé que «ces concessionnaires justifient l'augmentation des prix de vente des véhicules neufs par la dépréciation du dinar en précisant que cette hausse leur permettra d'éviter les ventes à perte», ce qui est «contraire» aux dispositions de l'ordonnance relative à la concurrence de 2003. En conséquence, le ministère avait considéré que les arguments présentés par ces concessionnaires sont «injustifiés». en plus de ces «infractions», les concessionnaires ont drastiquement baissé les importations. S.A.M.

Combats contre Daech à Syrte (Libye) 34 soldats loyalistes tués

Trente-quatre soldats des forces loyales au gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont été tués et 150 blessés lors de combats dimanche à Syrte contre l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (EI, Daech), selon un nouveau bilan fourni de source médicale.

L'hôpital de campagne de Syrte a fait état de 34 morts parmi les forces loyalistes alors que l'hôpital central de Misrata, ville située à quelque 200 km à l'ouest et siège du commandement des opérations, a dit avoir soigné 150 blessés parmi les troupes du GNA.

Ces soldats ont été tués dans le cadre de «la dernière phase» de l'offensive lancée par le GNA en mai pour déloger l'EI de la ville de Syrte.

Un précédent bilan faisait état de 18 soldats tués et 120 blessés.

Hier, les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) progressaient dans la ville de Syrte pour y défaire les dernières poches de résistance des terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (Daech/EI).

«Les terroristes sont désormais acculés dans un secteur de moins de 2 km² dans la ville qui était devenue leur bastion en Libye», ont affirmé les forces du GNA.

Un millier de soldats les encerclent après avoir lancé dimanche «l'ultime bataille» pour reconquérir totalement Syrte, située sur la côte méditerranéenne à environ 450 km à l'est de Tripoli.

Les forces loyales ont indiqué s'être «emparées d'un peu plus de la moitié du quartier n°3 et de 70% du quartier n°1», les deux secteurs mitoyens où les terroristes s'étaient retranchés ces dernières semaines.

R. N.

Thème d'un Séminaire national à Oran «La promotion des comportements sains chez les jeunes» en débat

Un Séminaire national visant à promouvoir les comportements sains chez les jeunes se tiendra aujourd'hui et demain à Oran, a-t-on appris de l'association locale Santé Sidi El Houari (SDH), organisatrice de cette rencontre en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (Unfpa).

«La mise en place d'un réseau national dédié à la promotion des comportements sains chez les jeunes constitue l'objectif essentiel de cet événement», a précisé à l'APS, Kamel Bereksi, président de SDH. «Cet atelier réunira les représentants de 20 associations de différentes wilayas du pays dans le but de créer un réseau national capable d'initier un programme d'éducation à la santé, à la lutte contre la violence et de mobilisation autour des comportements positifs», a-t-il expliqué.

La rencontre rentre dans le cadre de la redynamisation du réseau Y-Peer (jeunes éducateurs pairs) consistant en un regroupement d'associations algériennes intervenant sur les questions de la jeunesse.

Des représentants de l'Unfpa et des institutions partenaires à l'instar du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, participent également à ce séminaire prévu au siège de l'association SDH. R. N.

ÉVÈNEMENT ▶▶

Le Front Polisario appelle l'ONU à «intervenir d'urgence»

Le Maroc viole le cessez-le-feu

La situation dans les territoires occupés du Sahara occidental ne prête guère à l'optimisme face à cette énième provocation marocaine, qui vient de violer le cessez-le-feu, en vigueur depuis 1991, en menant des opérations dans la zone tampon d'Alguerarat.



Par M. Ait Chabane

En effet, les autorités sahraouies ont informé les Nations unies qu'«en date du 11 août 2016, les forces d'occupation marocaines ont procédé au Sahara occidental et à plusieurs reprises, à traverser le mur militaire marocain vers la zone Alguerarat, située dans le secteur de la 1^{ère} région militaire sahraouie». Concrètement, «les forces marocaines ont mobilisé des unités militaires, en violation de la zone en question, soutenues par des unités mobiles de transport et de génie militaire, appuyées par une reconnaissance aérienne», a ajouté le président de la République arabe sahraouie démocratique, Brahim Ghali, dans la lettre adressée à Ban Ki-moon. Le front Polisario tire la sonnette d'alarme face à cette escalade et interpelle vivement le Conseil de sécurité onusien pour intervenir en urgence. Face à cette énième transgression de la légalité internationale, Rabat défie les Nations unies et œuvre expressément pour replonger la région dans un conflit armé dans la perspective

d'estampiller les efforts onusiens pour trouver une solution politique et organiser un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. «Les actions entreprises par l'Etat marocain reflètent l'intention délibérée et dangereuse pour imposer le fait accompli colonial, l'expansion de l'occupation et la provocation de la région et à créer plus de tension, qui s'inscrit dans le cadre de la rébellion de Rabat contre la légitimité internationale, l'ONU, son secrétaire général et son envoyé personnel et son représentant spécial et la Minurso, jusqu'aux compétences du Conseil de sécurité», a déclaré le secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, à l'issue d'une session extraordinaire organisée samedi dernier. Prenant acte de la correspondance adressée par le Front Polisario, le SG de l'ONU a exprimé sa profonde préoccupation par cette situation tendue, tout en appelant le Maroc à retirer ses troupes militaires et civiles de la zone tampon et éviter une nouvelle escalade. «Le secrétaire général appelle à suspendre toute action qui modifie le statu quo et à retirer tous les

éléments armés afin d'empêcher toute nouvelle escalade et permettre à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) de tenir des discussions avec les deux parties sur la situation», a indiqué avant-hier, le porte-parole de Ban Ki-moon dans une déclaration à la presse. Cette nouvelle violation marocaine de la légalité internationale risque de mettre le feu aux poudres et raviver les hostilités au Sahara occidental, ce qui entraînera la région dans une spirale de violence aux répercussions incommensurables. A ce titre, Brahim Ghali a averti «des répercussions de cette approche agressive de l'Etat marocain et ses conséquences dévastatrices pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région», tout en appelant le peuple sahraoui à plus de vigilance pour faire échouer les complots de l'ennemi marocain. Ce faisant, et pour parer à toute éventualité, le Front Polisario appelle le peuple sahraoui à la vigilance pour avorter le plan du Makhzen et cheminer droitement vers l'indépendance tant

attendue. Dans ce sens, le SN a réaffirmé que le peuple sahraoui et son seul représentant légitime, le Front Polisario, ne peuvent d'«aucune manière» accepter de «telles pratiques agressives». De son côté, le SG des Nations unies a rappelé l'«importance pour les deux parties de respecter leurs obligations conformément à l'Accord militaire n°1, ainsi que la nécessité de respecter l'esprit et la lettre de l'accord de cessez-le-feu», signés en septembre 1991 par le Front Polisario et le Maroc sous les auspices de l'ONU, en attente du parachèvement du processus de décolonisation au Sahara occidental par le biais d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui. Les manœuvres marocaines surviennent dans un contexte international favorable à la cause sahraouie, notamment après la prorogation, en avril dernier, du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), dont les membres avaient été chassés par les autorités marocaines auparavant. **M.A.C.**

Réhabilitation des sites de la guerre de Libération

Une nécessité pour préserver le message des chouhada affirme Zitouni

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a estimé, dimanche à Tébessa, que la réhabilitation des sites historiques de la guerre de Libération, qui représentent la mémoire de la nation, est une nécessité absolue pour véhiculer et préserver le message des chouhada. Dans la commune de Tlidjène, au lancement du chantier de réhabilitation du cimetière des chouhada de la bataille d'El Djorf, déclenchée le 22 septembre 1955 au mont El Djorf, à plus de 100 km au sud de Tébessa, dans laquelle 140 martyrs sont tombés au champ d'honneur, le ministre a précisé que les jeunes générations doivent s'inspirer des valeurs de Novembre 1954 et oeuvrer à déployer les efforts pour assurer le développement, la prospérité et la stabilité du pays.

Le ministre qui a présidé la cérémonie du coup d'envoi de l'opération de réhabilitation de l'axe routier reliant Djebel Ras El Eich, au mont El Djorf à la commune de Stah sur un itinéraire de 18 km a mis en exergue la nécessité d'intensifier les opérations de réhabilitation des cimetières de chouhada et des stèles commémoratives.

Il a, dans ce contexte, souligné l'importance de répertorier les sites témoignant des pages «les plus glorieuses» de l'histoire nationale, les cimetières des chouhada ou encore les centres de détention et de torture, érigés par l'administration coloniale, indiquant l'impérative d'ancrer dans la mémoire de la jeune génération, à travers les musées et d'autres sites, l'histoire d'une des plus grandes révolutions qu'a connu l'Humanité.

Dans la localité de Tekaka, M. Zitouni a donné le coup d'envoi du chantier de réhabilitation du cimetière des chouhada d'oued Tekaka, dans la commune de Bir Mokkedem avant la mise en exploitation d'un puits au centre de détente des grands invalides de la guerre de Libération dans la commune de Hammamet.

Dans la commune de Ain Zerga, le ministre a présidé la cérémonie de baptême du centre frontalier de Ras Layoune au nom du feu moudjahid Mahmoud Guenez. Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, devait poursuivre hier sa visite de travail dans la wilaya de Tébessa avec au programme une visite au siège de bureau de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) avant de procéder à l'ouverture des festivités «La semaine de la mémoire».

R. L.

MSP

Soltani poursuit son offensive contre Makri

Par Nacera Bechar

L'ancien président du Mouvement de la société pour la paix, Bouguerra Soltani, poursuit son offensive contre Abderrezak Makri à travers une initiative politique au sein du parti qui sera soumise aux membres du Conseil consultatif lors de sa prochaine réunion.

Après ses déclarations aux médias dans lesquelles il défend le retour du Mouvement de la société pour la paix aux zones de décisions et la ligne tracée par le défunt Mahfoudh Nahnah, l'ancien président du MSP passe à la vitesse supérieure à travers une publica-

tion d'un communiqué sur sa page officielle sur Facebook.

Bouguerra Soltani défie le président de son parti, Abderrezak Makri en affirmant que son initiative visant à ramener le MSP à sa ligne originelle initiée par son fondateur le défunt Mahfoudh Nahnah est déjà en consultation sans préciser avec qui et s'il s'agit d'autres membres du Conseil consultatif du MSP et autres cadres. Mais l'ancien président du MSP semble sûr de lui d'avoir de l'appui et de soutien à l'intérieur du parti.

Cependant, Soltani ne semble pas précipiter les événements et affirme que son initiati-

ve sera exposée aux institutions autorisées au moment opportun, comme ce fut le cas de la première édition du 10 novembre 2015. «Notre approche est sur le point d'être réalisée avec les défenseurs de l'immunité politique. Les fils du parti ainsi que l'opinion publique, ont le droit d'avoir plus de détails sur cette initiative et ce, afin de donner une nouvelle dynamique aux instances du parti et de renforcer sa présence au sein de la société», a-t-il écrit sur sa page Facebook.

Soltani défend son initiative en expliquant que celle-ci vise à placer le MSP dans le paysage

politique. Pour l'ancien président de cette formation islamistes «le jeu et l'enjeu politique se font dans le cadre des alliances pour défendre l'intérêt du parti et de la patrie et non pas dans le refus de toute initiative venant du gouvernement», une manière probablement pour cet ex-ministre pour de longues années au niveau de l'Exécutif de critiquer la gestion du parti.

Il est à noter que ce n'est pas la première fois que Soltani tente d'imposer sa vision des choses au MSP. En 2015, Soltani voulait aussi revenir à la tête du MSP. Il espère ainsi voir sa formation politique revenir aux zones de

décisions à travers ce qu'il appelle «consensus» national. «La politique n'est pas faite que de noir ou de blanc. Ils sont nombreux dans le Conseil consultatif à vouloir réintégrer le gouvernement pour reconstituer le consensus national», avait-il indiqué.

L'ancien président du MSP multiplie les sorties médiatiques et n'a jamais accepté la position radicale qu'a adoptée le MSP depuis l'élection de Makri, mais ce dernier ne compte pas lâcher devant les ambitions de Soltani. D'ailleurs, il souligne que chacun au sein du parti est libre d'exposer ses idées et affirme que son parti va bien.

N.B.

Au grand désarroi des parents

Les articles scolaires hors de portée

A l'approche de la rentrée, les articles scolaires refont leur réapparition, aussi bien dans les marchés populaires, que dans les grandes surfaces dont ils font l'achalandage commun au niveau de la capitale, mais à des prix que les Algérois estiment, comme chaque année, hors de portée.



A quelques jours du grand retour des écoliers à leurs bancs d'études, fixé au 4 septembre, les ruelles de la place des Martyrs au coeur de la capitale ont fait le plein de fournitures scolaires. Même si le nombre d'étals proposant ces articles a reculé par rapport à l'année dernière, ces produits restent dominants dans l'activité des vendeurs à la sauvette, notamment ceux qui organisent leur commerce en fonction des grands événements.

Leurs cris s'élèvent de même, qu'à Bab El Oued, Meissonnier ou Belouizad pour attirer le maximum de clients parmi les parents à la recherche des bonnes affaires, c'est-à-dire des fournitures scolaires à des coûts moindres que ceux affichés au niveau des librairies et des grandes surfaces commerciales.

Un parent d'élève approché à la place des Martyrs confie qu'un cartable doté de toutes les fournitures nécessaires pour son fils scolarisé au primaire lui est revenu

entre 2 500 et 3 000 DA. Le prix du même lot dépasse ce prix de près de 1 500 DA dans les magasins spécialisés, a-t-il dit.

Les cartables, les sacs à dos, les crayons en couleur sont, en effet, particulièrement touchés par la hausse des prix. Un cartable rempli de fournitures scolaires nécessaires pour un élève de première année primaire, par exemple, les prix varient entre 2 500 DA et 3 000 DA. Pour la qualité moyenne, c'est entre 3 500 à 4 000 DA. Le prix du même cartable avec des fournitures de bonne qualité est affiché à pas moins de 5 000 DA.

Pour sa part, une ménagère n'a pas manqué d'afficher son étonnement après avoir constaté que la flambée des prix avait atteint les étals de Bab El Oued connus pour offrir des articles scolaires à des prix imbattables comparés aux marchés de la capitale.

Les trousseaux sont proposés à 100, 150, 200 DA et parfois même à 500 DA et les gommes varient entre 20 et 70 DA, sans omettre

les crayons de couleur, dont les prix oscillent entre 50 et 400 DA la boîte.

Ma fille voulait une trousse à l'effigie de Masha, figurine de dessin animé, mais je ne l'ai pas achetée, car elle coûte 450 DA, tant pis pour ma fille, regrette cette mère de famille.

«Nous avons commencé l'achat des fournitures scolaires dès la mi-août déjà pour ne pas être pris au dépourvu lors de la rentrée, mais nous devons compléter les achats une fois que les enseignants auront fourni les listes de fournitures nécessaires pour chaque matière afin de compléter les achats, les dépenses sont importantes, surtout pour les familles qui ont de nombreux enfants scolarisés, a-t-elle dit.

Les prix des tabliers et des cartables scolaires varient selon la qualité des produits, ont expliqué des propriétaires de librairies de l'avenue Hassiba Benbouali. Les tabliers peuvent atteindre, voire dépasser les 1 500 DA.

Le chef de service contrôle des

marchés de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Abdelwahab Harqas, a indiqué que le contrôle des marchés de vente de fournitures scolaires a débuté depuis une semaine déjà et se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine prochaine, soit la veille de la rentrée scolaire.

Il a affirmé que les inspections aux frontières procédaient au contrôle des produits importés, notamment ceux destinés à l'usage scolaire et ceux fabriqués en plastique, dont l'autorisation d'importation n'est délivrée que sur présentation d'un dossier technique.

Concernant la hausse des prix des articles scolaires sur les marchés et magasins de la capitale, le même responsable a soutenu qu'il n'était pas possible de contrôler le phénomène. Le marché est libre, le contrôle concerne le suivi de la facturation des marchandises dont l'absence expose les auteurs à des poursuites judiciaires, a-t-il expliqué.

Annonces de cours particuliers

A la veille de la rentrée scolaire, les annonceurs de cours de soutien particuliers, enseignants, écoles et autres associations rivalisent d'imagination pour attirer le maximum de candidats à ces prestations.

Les annonces de cours de soutien pour les élèves des trois cycles d'enseignement sont affichées partout à Alger, les présentant comme «la clé de réussite», à travers un jeu de mots conçu pour encourager plus d'un.

Mais aucune mention n'est faite des tarifs de ces services devenus incontournables.

Les réseaux sociaux s'impliquent

A l'approche de la rentrée scolaire, les pages des réseaux sociaux sont investies par des campagnes de solidarité organisées pour la collecte de fournitures et de cartables scolaires au profit des enfants orphelins et démunis, à travers des publications, invitant les internautes à concourir l'aboutissement de cette initiative qui semble trouver un bon écho.

Dans ce sens, l'association Kafel El Yatim veille à travers sa page Facebook à associer un maximum d'internautes à sa campagne de solidarité avec les orphelins, à l'approche de la rentrée scolaire.

Kafel el Yatim aspire à collecter 2 400 cartables scolaires au profit des orphelins qu'elle a recensés, a indiqué le président de l'association, Hebaïna Mohamed, soulignant que le recours aux réseaux sociaux a permis de vulgariser la campagne et de promouvoir l'action de terrain.

L'association a atteint jusqu'à présent 60 à 70% de son objectif en termes de nombre de cartables à distribuer, a déclaré le même responsable à l'APS.

Plusieurs autres associations caritatives activant à Alger, telles Nass el Khir et 1,2,3 viva l'Algérie ont choisi les réseaux sociaux pour la collecte de dons, de fournitures et de cartables scolaires.

Reda A.

Violence dans les stades

Bedoui annonce d'«importantes mesures»

Par Rachid Chihab

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a affirmé, hier à Blida, la détermination de l'Etat à lutter avec force contre la violence dans les stades, afin de permettre au spectateur et aux familles algériennes de suivre les matchs dans de bonnes conditions. «Nous avons entrepris d'importantes mesures à l'encontre de toute personne, qui tentera de porter atteinte à la quiétude dans les périmètres juvéniles et sportifs», a assuré M. Bedoui durant sa visite de travail et d'inspection à Blida. Il a, en outre, insisté sur la «nécessaire implication du supporter algérien dans cette lutte, par des méthodes organisées à travers les comités des supporters, qui ont

une responsabilité, dans l'accompagnement des autorités publiques dans la lutte contre ce phénomène». M. Bedoui a tenu à souligner que ce type de comportements «ne font pas partie des valeurs de la jeunesse algérienne». Il n'empêche que le problème persiste et devient un véritable casse-tête, notamment avec l'annonce du retrait de la police des stades. Une mesure qui risque de compliquer encore davantage les choses. Sachant qu'en ce début du championnat de football les scènes de violences ont refait surface et l'on craint le pire à l'avenir. Par ailleurs M. Bedoui a appelé la société civile à accompagner l'effort consenti par l'Etat dans le développement du pays et la préservation des acquis consacrés au profit du citoyen. «Le citoyen se

doit d'accompagner l'effort consenti par l'Etat dans le développement du pays et la préservation des acquis consacrés à son profit» a insisté le ministre, dans son intervention au cours de sa visite de travail dans la wilaya, estimant que celui-ci (citoyen) est devenu, aujourd'hui, grâce à son implication dans des associations, un «acteur principal dans le développement national». Il a, néanmoins, invité le citoyen à ne pas se contenter de revendiquer, mais à être, également, «conscient de son rôle dans la préservation des acquis consentis par le pays». Pour M. Bedoui la «préservation de la sécurité et de la stabilité sont prioritaires», vient ensuite la «préservation des acquis consacrés, par l'Algérie, au prix d'énormes efforts consentis des années



durant».

«Nous avons la volonté et les moyens pour aller de l'avant et consacrer ensemble notre objectif qui est d'être à la hauteur des aspirations du citoyen algérien qui a souffert durant les années 1990»,

a poursuivi le ministre, mais en contrepartie, «il est de son (citoyen) devoir de soutenir cette dynamique par la coopération et l'intégration de la société civile, afin de préserver ces acquis», a-t-il observé.

R.C.

Emploi et marché du travail

Le pari de stabilisation sociale

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, autorise une nouvelle fois les recrutements dans la Fonction publique, après la suspension décidée en 2015 suite à des difficultés budgétaires générées par la réduction drastique des recettes pétrolières.



Par Saâd Taferka

A partir du mois de septembre prochain, les différents secteurs de l'administration auront la possibilité d'exprimer leurs besoins en matière de personnel et d'organiser des concours de recrutement, avec, certainement, des seuils fixés à l'avance, au regard des possibilités actuelles du Trésor public en matière de prise en charge de nouveaux salaires. Il s'agit surtout de suppléer, ne serait-ce que partiellement, aux départs à la retraite qui ont saignée à blanc le corps de l'administration, particulièrement avec la formule de la retraite anticipée qui prendra fin en décembre 2016.

Toujours dans le corps de l'administration, une catégorie de fonctionnaires n'arrive plus à fixer ses propres horizons, y compris pour le futur immédiat. Il s'agit, bien entendu, de la catégorie des préemplois dont le nombre avoisine un millions de personnes. Au vu de l'échancre fixée aux contrats de recrutement de cette catégorie, près de 500 000 d'entre eux devraient être «virés» à défaut du renouvellement de contrat. Sur ce plan, une rentrée chaude se prépare, aussi bien pour cette catégorie, que pour ceux qui contestent la fin de la retraite proportionnelle et anticipée, outre ceux qui voudraient exploiter le «flou artistique» qui règne dans le travail de détermination de la nomenclature des métiers pénibles - pour leur laisser la possibilité de continuer à bénéficier de la retraite anticipée après décembre 2016 - sur lequel se sont penchées les différentes sections syndicales.

Dans la conjoncture de crise économique, qui a pris un caractère durable au vu de la rigidité des marchés pétroliers qui maintiennent le baril dans ses cotes les plus basses depuis 2009, la question de l'emploi revêt un caractère hautement sensible, voire stratégique. C'est par elle que se déterminent le reste des segments de la vie domestique : éducation, santé, logement...etc. C'est, donc là un paramètre qui ne peut échapper aux pouvoirs publics et aux décideurs.

Sur les charbons ardents

Le gouvernement a, depuis le début de ce qui est appelé le «Printemps arabe», montré un intérêt particulier à la question de l'emploi, quitte à faire dans la «démagogie» pour certains dossiers de micro-entreprises et dans les dispositifs sociaux de préemploi (pris en charge par l'Anem et la DAS). Tout, dans le comportement des structures relevant des pouvoirs publics à l'égard des jeunes, avait montré une fébrilité peu ordinaire, dictée par le souci de ne pas mécontenter davantage les potentiels émeutiers. Cette attitude est certainement renforcée par les différentes manifestations enregistrées particulièrement dans les wilayas du Sud au cours de ces dernières années, où les jeunes chômeurs ont montré une vivacité et un sens de l'organisation peu communs. Les responsables de l'administration et des services de sécurité ainsi que les gestionnaires du secteur économique sont, le moins que l'on puisse dire, sur des charbons ardents.

Dans le froufrou de cette fébrilité caractérisant la réaction immédiate de la haute administration et du gouvernement au début de ces protestations, qui avaient pris des allures potentiellement dangereuses, car politiquement exploitables, des instructions pleuvaient régulièrement sur les différentes institutions pour créer plus d'emplois, permaniser les travailleurs dont les contrats étaient arrivés à terme, geler les mesures judiciaires de l'évacuation de logements, suspendre la mesure du retrait du permis de conduire sauf grave infraction, ne pas harceler les vendeurs à la sauvette sur les trottoirs, verser les salaires des paramédicaux protestataires, étendre les journées de réception des administrations aux sept jours de la semaine au lieu des deux jours ordinairement consacrés à la réception des doléances des citoyens, hâter le traitement par les banques des dossiers de crédit des micro-entreprises montées par les jeunes...etc.

Regarder la réalité en face

Quelle logique de gestion des affaires publiques pouvait mettre en branle un tel chronogramme élaboré dans la précipitation ? Combien de temps un tel dispositif d'urgence pouvait tenir la route ? Moins de quatre ans après, l'Algérie n'a plus les moyens de poursuivre sa politique d'apaisement de la force bouillonnante des jeunes. Le pays est aujourd'hui appelé à regarder en face la réalité, celle d'un chômage persistant des jeunes, malgré le «réconfortant» taux de chômage - soit 9,9 % de la population active, donné il y a quelques semaines par l'Office national des statistiques (Ons) - de la déperdition scolaire, de l'inadéquation des études universitaires avec le monde économique - particulièrement dans la nouvelle étape où l'Algérie cherche à diversifier au maximum ses activités - et d'une politique de la jeunesse peu engagée sur des problématiques d'avenir (formation, activité professionnelle, promotion et épanouissement culturels, promotion des activités sportives...).

S'agissant spécifiquement de la création d'emplois, la pression mise sur certaines structures et sur les walis pour «caser» le maximum de jeunes immédiatement, peut relever d'une vision quelque peu surréaliste lorsqu'on considère la logique prévalant à telle une entreprise, celle de créer des emplois. En effet, celle-ci ne peut relever de la magie. L'Algérie est pourtant bien placée pour le savoir. Notre pays a mis presque 15 ans pour faire baisser le taux de chômage de 29 % à 10 % selon les chiffres officiels de l'ONS et du gouvernement. Lorsqu'on considère la nature des emplois créés, la durée de vie des postes occupés, la confusion qui règne entre les vrais emplois et les dispositifs sociaux précaires ainsi que les franges de la société frappés par le chômage, l'on est fondé à relativiser les «prouesses» annoncées en matière de création d'emplois. La preuve est donnée chaque jour dans la rue, dans le nombre de demandes d'emplois restées des années insatisfaites et dans les

comportements de violence développés par les jeunes chômeurs.

Au vu de ce complexe parcours de l'Algérie qui, pendant plus d'une décennie, a abouti à des résultats mitigés en matière de création de postes de travail, il serait farfelu de s'attendre à des résultats extraordinaires par de simples mesures administratives prises à la hâte. Le gouvernement, à travers les plans quinquennaux étalés de 1999 à 2014, a essayé de développer une stratégie de création d'emplois à partir de la seule voie reconnue à travers le monde comme étant la source de création d'emplois, à savoir la croissance par l'investissement réalisé par les entreprises. Dans sa mission, le gouvernement avait bénéficié d'un atout majeur : l'aisance financière; comme il a été handicapé par l'environnement économique constitué de lobbies et de groupes d'intérêt hérités d'une logique rentière. La tentative de manipuler les jeunes en janvier 2011, en les faisant sortir dans la rue, le confirme largement. Les tentatives de structurer la part de l'économie informelle - en la soumettant aux lois de la République, aux impôts, à la facturation réglementaire - ont échoué via l'instrumentalisation de la rue. Des experts tablent sur la possibilité de création de centaines de milliers d'emplois rien que par l'utilisation de l'argent volatilisé dans l'évasion fiscale due à l'économie parallèle.

Seule une politique de l'entreprise peut ramener la solution

Le gouvernement de Abdelmalek Sellal, contraint par la crise des recettes extérieures, a essayé de «rentabiliser» ces avoirs liquides par une procédure qu'il a voulu souple et «intelligente». C'est la fameuse bancarisation de l'argent de l'informel par le truchement de l'opération intitulée : «Mise en conformité fiscale volontaire». Elle a été initiée en août 2015 dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2015. Les résultats demeurent apparemment mitigés. La preuve en est que, dans le cadre de la nouvelle loi de finances 2017, le gouvernement compte proroger le délai de clôture de cette opération à fin 2017, alors qu'initialement, elle devait prendre fin le 31 décembre 2016. Visiblement, il est difficile de compter par ce genre d'opération pour créer de l'emploi et développer une vraie politique de la jeunesse. Sur ces points majeurs qui détermineront la stabilité du pays dans le proche avenir, l'Algérie n'a d'autre choix que d'aller vers une politique d'investissements productifs, créateurs de richesses, d'emplois et de fiscalité. Le nouveau code de l'investissement adopté par le Parlement en juillet dernier est censé ouvrir la voie vers moins de bureaucratie et plus d'incitation à créer des entreprises et à investir dans des créneaux laissés en friche, en dehors des hydrocarbures et des simples opérations d'«import-import». Dans le contexte actuel, ce serait assurément une forme d'«hallucination» de croire que l'on peut créer des millions d'emplois avec le rythme indolent de création d'entreprises adopté jusqu'à ce jour. De même, le niveau de vie des populations risque fort de rester insensible à toute réévaluation salariale - dans le cas où elle advient - si la croissance au niveau des entreprises ne devient pas un credo. Pire que cela, il est démontré qu'une augmentation intempestive des salaires, outre qu'elle fragilise davantage certaines entreprises naissantes ou déstructurées, demeure le moyen idéale de retour au processus inflationniste qui érode le pouvoir d'achat des travailleurs en quelques mois. Les ménages algériens ont eu à en faire l'amère expérience au cours de ces 10 dernières années, avec l'engagement trop volontariste de la tripartite pour un Pacte économique et social fragile, voire factice.

S.T.

Selon le ministre de l'Agriculture

Baisse de la production céréalière à 33 millions de quintaux

La production céréalière nationale au titre de la campagne de moisson-battage (2015-2016) a atteint environ 33 millions de quintaux contre 40 millions de quintaux l'année dernière, a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum.



Le ministre a imputé la baisse de la production céréalière (blé dur et tendre et orge) à plusieurs facteurs dont essentiellement la sécheresse qui a touché différentes régions à vocation céréalière, notamment Tiaret, Sidi Bel Abbès, Tébessa et Aïn Témouchent.

Lors d'une réunion d'évaluation du dispositif spécial Aid El Adha, M. Chelghoum a précisé que la wilaya de Tiaret, l'une des principales régions céréalières, avait été particulièrement touchée par le verglas.

Les facteurs climatiques sont à l'origine de la baisse de

la production céréalière dans l'ouest du pays à hauteur de 40%, selon le ministre.

Sur un autre plan, les cours européens des céréales étaient en nette baisse hier en milieu de journée, sur fond de remontée de l'euro et d'inquiétudes liées à l'Egypte, premier importateur mondial de blé, qui vient de nouveau de durcir ses critères d'importation.

Un euro renforcé face au dollar rend les céréales européennes moins compétitives sur le marché mondial, donc moins demandées, d'où le recul des prix.

L'Egypte, marché crucial

pour les pays exportateurs de blé, a décidé pendant le week-end de durcir de nouveau ses critères sanitaires d'achat de blé, en imposant un taux d'ergot - une maladie du blé - de 0% pour les chargements qui lui parviennent.

Début 2016, une décision similaire avait déjà semé le trouble sur le marché, plusieurs cargos étrangers, dont un français, ayant été refusés pour dépassement du taux autorisé.

«Dans ce contexte, les chargeurs devraient se montrer très prudents», estime le cabinet d'analyses Agritel.

La perspective de moindres

débouchés vers l'Egypte peut expliquer la baisse des cours, car les opérateurs anticipent une offre de blé plus importante.

Sur Euronext en fin de matinée, la tonne de blé perdait trois euros sur l'échéance de septembre à 155,50 euros et 1,75 euro sur celle de décembre à 162,25 euros. 9 000 lots environ avaient été échangés. Le maïs perdait 1,50 euro sur l'échéance de novembre à 162,75 euros et la même somme sur celle de janvier à 164 euros. Quelque 230 lots avaient changé de main.

R. K.

Blida

Proposition d'assiettes foncières pour approbation

Des assiettes foncières d'une superficie globale de 600 ha, proposées par les services de la wilaya de Blida pour abriter des investissements potentiels, sont actuellement à l'étude auprès des services du gouvernement, pour approbation, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya. Ces assiettes, découvertes lors de sorties sur le terrain, en collaboration avec les services agricoles et en conformité de la Loi visant à ne pas porter atteinte aux terres agricoles, se répartissent à raison de 120 ha, abrités par la région de Aïn Romana, à l'ouest et Sidi Sarhane (Bouiane), et 300 ha sur les hauteurs de Meftah, en plus d'autres assiettes à Chebli et Oued Djer. Selon la même source, l'opération, lancée au dernier trimestre de 2015, vise à couvrir la demande croissante exprimée sur le foncier destiné à l'investissement dans la wilaya, dans un objectif de booster le développement en son sein. La wilaya de Blida a recensé plus de 1600 demandes d'investissements (dans différents secteurs d'activités) d'un montant global de plus de 1 000 milliards de DA, dont la concrétisation devrait générer quelque 100 000 postes d'emploi au profit de la population locale, voire même des régions avoisinantes, a-t-on ajouté de même source. Récemment, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat avait donné son feu vert pour neuf projets d'investissements touristiques dans la région, repartis sur la région de Chréa (6), Blida (2) et Beni Merad (1), a-t-on appris auprès du responsable local du secteur, Mansour Abdelsalam. Cette démarche, initiée par les autorités locales vise un règlement du problème de la rareté du foncier dans cette wilaya, sise en plein cœur de la fertile Mitidja. Un problème, qui a longtemps constitué une entrave majeure aux investisseurs et autres industriels locaux. Dans une déclaration précédente à la presse, le wali Abdelkader Bouazghi avait signalé l'existence de plus d'un millier de demandes d'investissement, mises en stand by, depuis au moins 10 ans au niveau de la wilaya.

T. H.

Agriculture et développement rural

Quelques murmures sur la formation des adultes en milieu agricole

2^{ème} partie et fin

Par Mohamed KHIATI (*)

Chaque homme est appelé à changer plusieurs fois de profession et d'activité au cours de sa vie active. La mobilité professionnelle, le sens de l'adaptation, l'aptitude à remplir des tâches complexes deviennent donc des nécessités impliquant la modification des manières de pensées traditionnelles pour en arriver à d'autres plus modernes. L'éducation des adultes, débarrassée des charges qu'elle doit assumer en raison d'une éducation de base insuffisante cessera d'être le supplétif ou le correctif de l'école, elle pourra prendre sa vraie valeur.

La vulgarisation : une formation pragmatique

A la formation, s'ajoute le processus de vulgarisation qui dont le fond, constitue une forme de formation pragmatique destinée aux exploitants agricoles, dans leur diversité. Aussi, l'encadrement et notamment les agents de développement et les vulgarisateurs de terrain ont la lourde responsabilité

d'œuvrer en étroite collaboration avec les exploitants, sans pour autant induire des innovations de rupture de «cassure des acquis», sachant ici, que toute innovation a un coût mesurable dont ni l'agent de développement, ni le vulgarisateur en subit les conséquences.

Ici arrêtons-nous un laps de temps pour décrire, d'une façon sommaire, le rôle du vulgarisateur en tant qu'interface entre les services de vulgarisation auxquels il appartient et les producteurs auxquels il s'adresse. A ce sujet, si on cherche à saisir la fonction et non le titre ou le grade, le vulgarisateur agricole est un homme de communication; ses qualités essentielles doivent relever, non seulement de la compétence, c'est à dire «le savoir» et le «savoir-faire», mais également du «savoir parler» et indissociablement et surtout du «savoir écouter».

La tâche du vulgarisateur est très complexe. En tant que fonctionnaire, il est le représentant des pouvoirs publics qui travaille au niveau de la commune et, en tant que tel, il reste le seul à qui la communauté rurale peut s'adresser. Il en découle que son rôle dans le cadre du développement

agricole et rural offre de nombreuses opportunités de promotion, ce qui tend à accroître l'étendue de son action. Le vulgarisateur se trouve en permanence au contact de personnes. Sa fonction lui impose donc des exigences qui relèvent, d'une part du domaine social et humain, d'autre part, des activités professionnelles et techniques. Il a de ce fait, un rôle social et humain qui se traduit par ailleurs par la recherche de la promotion humaine, par son adaptation au milieu humain dans lequel il vit, par la création d'un climat de compréhension, de confiance et même d'unité. Il doit en définitive respecter la personnalité. Le rôle du vulgarisateur est d'être au service de son groupement, d'œuvrer avec le plus d'agriculteurs possible, de favoriser le travail de groupe. Pour ce faire, le vulgarisateur doit avoir l'esprit d'observation et d'objectivité, se munir du sens du dynamisme, de la simplicité et celui de la responsabilité.

En résumé, le vulgarisateur doit posséder les aptitudes aux contacts humains collectifs et individuels. Pour s'adapter au milieu dans lequel il travaille, il devra être discret et respectueux de la per-

sonnalité des agriculteurs avec lesquels il noue des relations de confiance. Il devra s'efforcer d'apporter un service égal à tous les membres de du groupement. En créant un climat de confiance, il facilitera l'harmonie des groupes et veillera à ce que les personnes s'y trouvent à l'aise. Dans la pratique quotidienne, les agriculteurs attendent du vulgarisateur un conseil formateur et informateur à la fois, de telle sorte que la vulgarisation doit être conçue comme une école de formation. C'est une démarche pédagogique partant du réel et s'y ressourçant toujours, un conseil permanent et en évolution qui constitue une conséquence de la multiplicité et du développement des besoins et des techniques.

Les agriculteurs attendent du vulgarisateur un conseil global et spécialisé à tel point que le conseil devra tenir compte de plus en plus de l'unité de l'exploitation et de toutes ses composantes. C'est une action globale menée dans l'exploitation, un conseil adapté aux différents niveaux de perception des groupes des individus et adoptable par les agriculteurs et enfin un conseil objectif et humain, de

telle sorte que le vulgarisateur doit être suffisamment près de l'exploitant pour le connaître et suffisamment loin pour voir son exploitation avec un certain recul. Il en découle en dernière analyse que les bases de rationalisation de la politique du renouvellement agricole et rurale qu'a lancé le secteur agricole en 2008, sous l'impulsion de Son Excellence Monsieur le Président de la République, proviennent de la manière par laquelle, les programmes de formation, de perfectionnement et... de vulgarisation s'impliquent davantage dans sa mise en œuvre en vue de promouvoir les connaissances, les capacités et les pratiques de ses principaux artisans et dans lesquels, les applications pédagogiques telles que décrites ci-dessus sont autant de principes à prendre en considération dans les aspects de formation et de perfectionnement continu des agriculteurs et des éleveurs.

K.H.

(*) Agronome universitaire post gradué, spécialisé en vulgarisation agricole,

Tizi Ouzou

Plus de 211 400 élèves concernés par la rentrée scolaire

La rentrée scolaire 2016-2017 concernera 211 459 élèves dans les trois paliers de l'éducation dans la wilaya de Tizi Ouzou, a-t-on appris dimanche du secrétaire général de la direction locale de l'éducation.



Sur la totalité des effectifs, 108 574 rejoindront les établissements de l'enseignement primaires, dont 17 213 en préscolaire, 18 522 en première année, 780 en classes d'adaptation et 140 en milieu hospitalier, a précisé Abdelhafidh Acher.

Pour le cycle moyen, les effectifs attendus sont de 63 468 élèves contre 39 417 dans le palier secondaire où les responsables de la direction de l'éducation prévoient une surcharge des classes, notamment pour les élèves en terminal où la moyenne d'occupation des classes sera de 41 élèves.

Une situation engendrée par la reconduction de tous les élèves qui ont échoué pour la première fois aux épreuves de baccalauréat et la saturation de

certains établissements comme les lycées El Khansa, Stambouli et le polyvalent dans la ville de Tizi Ouzou, dont le désengorgement est tributaire de la livraison du nouveau lycée de Boukhalifa.

M. Acher a estimé que la réception des cinq projets prévus pour ce palier à la rentrée de septembre à Tamda, Frikat, Boudjima, Oued Falli et Boukhalifa apportera une solution définitive à cette situation «qui est loin de constituer un obstacle pour le bon déroulement de la scolarité des élèves».

Il a, cependant relevé «un retard dans l'avancement des chantiers au niveau de certains sites, ce qui risque de renvoyer la livraison des infrastructures au delà du mois de septembre».

La direction de l'éducation

prévoit également la réception en septembre prochain de six CEM au niveau des localités de M'kira, Aghribs, Makouda, Aït Toudert, Beni Zekki, et Illoula Oumalou ainsi que 25 groupes scolaires dont cinq en remplacement à d'anciennes structures pour le cycle primaire, a-t-il fait savoir.

La rentrée sera, par ailleurs, marquée par une généralisation à 100% de l'enseignement de Tamazight à travers tous les établissements scolaires des trois paliers de l'éducation de la wilaya, a-t-encore annoncé.

«Tamazight sera enseigné d'une manière effective dans la totalité des établissements primaires, moyens et secondaires et la direction de l'éducation a mis en place tous les moyens pour la réussite de cette

démarche», a-t-il observé, avançant le chiffre de 1063 enseignants mobilisés pour assurer l'encadrement pour cette matière, dont 364 dans le primaire, 443 en moyen et 256 pour le secondaire.

Toujours au volet pédagogique, le secrétaire général a parlé de l'élargissement de l'enseignement de l'informatique à 175 CEM avec le recrutement de 94 enseignants spécialisés qui seront chargés de cette mission, en plus de la mise à contribution de enseignants de physique, maths et sciences naturelles dans certains établissements.

Concernant l'encadrement pédagogique, l'orateur a assuré que tous les lauréats du concours de recrutement des enseignants au nombre de 823 ont été intégrés dans leurs postes en plus 165 autres nouvelles recrues diplômées de l'ENS.

Les postes qui demeurent vacants seront comblés par le recrutement de vacataires parmi les candidats qui se trouvent sur la liste d'attente du concours national de l'éducation, a-t-il observé.

Abordant de l'encadrement administratif, M. Acher a fait savoir que les PV d'installation des proviseurs, conseillers pédagogiques et inspecteurs de l'éducation sont arrivés dimanche et leur placement dans leurs postes de responsabilité a débuté hier.

R. T.

Saïda

Nette baisse des prix des moutons

Les marchés de bestiaux de la wilaya de Saïda enregistrent actuellement une baisse des prix du mouton à l'approche de la fête de l'Aïd El Adha, a-t-on constaté dimanche.

Les prix des mouton ont varié aux marchés hebdomadaires du chef-lieu de Saïda et Koléa, dans la commune de Sidi Ahmed, entre 19 000 et 50 000 DA la tête ovine. Le prix d'un bélier avait atteint l'année dernière les 70 000 DA.

Interrogés, certains éleveurs ont estimé que cette baisse inattendue des prix s'explique les contrôles intensifiés au niveau des frontières orientales et occidentales du pays, régions où se pratiquait la contrebande touchant le bétail à l'approche de chaque Aïd El Adha.

La hausse du prix du fourrage pousserait les éleveurs à vendre leur bétail plutôt que de supporter des dépenses supplémentaires et faire face à d'éventuelles pertes. Le quintal de fourrage est cédé à 3 000 DA et la botte de foin revient à 500 DA, signale-t-on.

Plusieurs citoyens rencontrés au marché à bestiaux de Saïda ont estimé que les moutons de l'Aïd sont à la portée des faibles et moyens revenus, ce qui permettra à toutes les familles de fêter dans la joie cette fête religieuse sans pour autant faire de grosses dépenses.

D'autre part, les services de l'inspection vétérinaire ont vacciné en mai et juin derniers, quelque 14 000 têtes ovines contre la clavelée. La wilaya de Saïda dispose de 800 000 têtes ovines, selon les services vétérinaires.

Y. K.

Adrar

Nouvelles structures renforcent le corps de la Protection civile

Le secteur de la Protection civile de la wilaya d'Adrar a été renforcé par de nouvelles structures susceptibles de consolider et promouvoir les activités des services de ce corps à travers cette vaste wilaya du Grand Sud du pays, a-t-on appris dimanche des responsables de ce corps constitué.

Des chantiers de ces structures, en cours de réalisation à travers différentes régions d'Adrar, ont fait objet de la visite du directeur général de la Protection civile (Dgpc), le colonel Mustapha El Habiri, en tournée de trois jours dans la région en compagnie de responsables centraux, selon la même source.

Le Dgpc a, lors de sa tournée, inspecté deux unités secondaires de la PC au niveau de la nouvelle circonscription administrative de Timimoune, région de Gourara, où il s'est enquis du fonctionnement et des activités des services de cette structure.

Le Colonel El Habiri qui a inspecté, dans la commune de Zaouiat Kounta, région de Touat au Sud de la wilaya, une unité secondaire de la PC, s'est également rendu ce dimanche dans la région Tanerzouft, extrême Sud d'Adrar, pour s'enquérir des chantiers de deux postes avancés de la PC.

Ces deux projets sont implantés au niveau des sites des deux nouvelles villes Abdelkrim El-Maghili, au niveau du PK-200 sur le territoire de la commune de Reggane, et de celle Mohamed Chérif Messâadia, retenue au niveau du PK-400, sur le territoire de la nouvelle wilaya déléguée frontalière de Bordj Badji Mokhtar, où le Dgpc a également pris connaissance du fonctionnement de l'unité secondaire de cette nouvelle circonscription.

Le directeur général de la PC poursuivra, hier, sa tournée dans la région par l'inspection d'autres installations et projets implantés dans les régions de Cherouine, Tissabit et Adrar.

G. N.

Batna

Des cas de leishmaniose cutanée recensée

Plus d'une centaine de personnes ont été touchées par la leishmaniose cutanée depuis janvier dernier à Batna, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Ces cas recensés traduisent une très nette régression de cette pathologie au cours de ces dernières années après avoir atteint, en 2003, un pic de 5 400 cas, a expliqué à l'APS, le chef de service de la prévention auprès de la DSP, Abdelhafid Seddouk. Ce responsable a également fait part de la disponibilité en quantité suffisante des insecticides utilisés dans la lutte contre cette maladie, faisant état de la mobilisation cette année, par la wilaya de Batna, d'un montant

de huit millions de dinars pour l'acquisition du pesticide anti-moustique pour mener efficacement les campagnes d'aspersion des foyers d'évolution des insectes responsables de la transmission de cette maladie cutanée.

Selon le même cadre, deux campagnes de pulvérisation sont régulièrement organisées du 15 avril au 15 mai et du 1er septembre au 9 octobre avec le concours des bureaux communaux d'hygiène.

La daïra de Barika, avec 230 cas en 2015 sur un total de 700 cas signalés dans la wilaya, demeure l'une des régions les plus affectées par la leishmaniose cutanée et figure parmi les zones du pays où cette infection cutanée constitue une maladie endémique, a-t-il soutenu.

Il a rappelé que les soins nécessaires ont été dispensés gratuitement aux malades dont la majorité sont issus des régions sud de la wilaya à l'image de Barika, N'gaous et Aïn Touta, a-t-on noté de même source.

Ce responsable du service de la prévention de la DSP de Batna, a appelé les communes concernées à plus d'engagement dans le suivi rigoureux sur le terrain des opérations de pulvérisation des produits de traitement, pour limiter la propagation de cette contagion. Il a également appelé à éliminer les décharges sauvages, invitant les habitants à entretenir leurs constructions en colmatant notamment les fissures des murs.

R. L.

Relizane

Réception de nouveaux établissements scolaires

Quelque 23 nouveaux établissements scolaires seront réceptionnés, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire 2016-2017, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale de l'éducation.

Selon la cellule de communication de ladite direction, sept lycées seront réceptionnés dans les communes de Sidi M'hamed Benali, Zemmoura, Ammi

Moussa, Oued Rhiou, Sidi Saâda, Mendès et Bendaoud.

Neuf nouveaux CEM ouvriront également leurs portes à El Matmar, Ouled Sidi Hadj (Bendaoud), Merdja Sidi Abed (Oued Rhiou) outre sept groupes scolaires à Yellel, Oued Rhiou, Ouled Sidi Hadj et Bendaoud permettant de réduire la surcharge des classes et d'améliorer les conditions de

scolarité, a-t-on indiqué. Par ailleurs, l'encadrement pédagogique a été renforcé par le recrutement de 512 nouveaux enseignants et instructeurs dans tous les paliers qui ont bénéficié d'une formation de 15 jours et entameront leur travail le 4 septembre prochain, jour de la rentrée. La direction de l'éducation a recensé plus de 63 000 élèves qui bénéficieront de la prime de

scolarité de 3 000 DA et plus de 80 000 élèves qui recevront gratuitement les manuels scolaires. Un effectif global de 175 000 élèves des trois paliers sont attendus cette année. Ils seront répartis à travers plus de 600 établissements scolaires, rappelle-t-on.

T. O.

Réalisation de 9000 logements LPL à Tipaza

Des instructions fermes pour rattraper le retard

Le wali de Tipaza Abdelkader Kadi a donné des instructions fermes aux acteurs et entreprises chargées de la réalisation de 9000 logements publics locatifs (LPL) pour accélérer les travaux et rattraper le retard accusé dans la concrétisation du projet, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.



Ces logements devront être distribués au plus tard avant la fin de l'année en cours, a-t-on signalé, précisant que la wali avait annoncé en juillet dernier le lancement à partir de septembre prochain d'une opération d'envergure de distribution de logements sociaux à travers toute la wilaya de Tipaza.

Les instructions du wali ont été données suite à la sortie du travail et d'inspection effectués au niveau de certains sites, à l'instar du projet de 1800 logements publics locatifs de Fouka, les 660 de Tipaza, le site des 800 unités de Koléa et 820 de Hadjout, a-t-on indiqué.

Dans ces chantiers, les travaux de construction ont été achevés depuis deux ans sans que les travaux de voirie et de raccorde-

ment aux réseaux divers ne soient accomplis, ce qui a retardé leur distribution, a-t-on précisé à l'APS. Toujours dans la perspective de livrer ces unités avant la fin de l'année en cours, le wali a invité tous les acteurs concernés, à l'instar des directions de logement, de l'énergie et des mines, des postes et des télécommunications, de l'éducation et des équipements publics, ainsi que l'office de promotion et de gestion immobilière en plus des entreprises en charge du chantier, à conjuguer tous les efforts et travailler en concertation pour livrer les projets en question dans les délais. Abdelkader Kadi, ajoute encore la même source, a insisté sur l'impératif de livrer les structures d'accompagnement tel que le lycée qui sera implanté sur le site des 820 logements de Hadjout ainsi que les espaces

de jeux et de détente dédiés aux enfants, ainsi qu'une école primaire, un CEM et un lycée sur le site de Fouka qui accueillera les 40 familles concernées par le logement au niveau du site pricaire de Beni Heni.

Et dans le but d'assurer un accompagnement aux chargés des projets, le wali a rappelé sa disponibilité à lever toutes les contraintes qui pourraient retarder davantage la livraison des logements attendus avec beaucoup d'impatience par des centaines de familles "que personne ne doit ignorer", a-t-il soutenu.

A noter que la wilaya de Tipaza a accusé un grand retard dans le secteur du logement en cours de ces dernières années, puisque les 19 000 unités inscrites dans le cadre des deux derniers quinquennats ne sont toujours

pas lancés en réalisation, en plus du retard dans la livraison de 10 000 autres logements publics locatifs pour non raccordement au différents réseaux et non accomplissement des VRD, selon les chiffres donnés par la direction de logement et des équipements publics en septembre 2015.

En décembre de l'année dernière, les mesures prises par les services de la wilaya ont permis le lancement de 13 500 unités tandis que plusieurs actions de distribution de logements ont été opérées en 2016, notamment en faveur des 1060 demandeurs de logements sociaux participatifs restés en suspens depuis 2008. **H. A.**

Sidi Bel Abbès Deux morts et trois blessés dans deux accidents de la route

■ Deux personnes ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans deux accidents de la circulation, survenus ces dernières 24 heures, à Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris dimanche des services de la protection civile. Le premier accident s'est produit au niveau du CW 14 entre Tenira et Oued Sefioun. Un véhicule léger a dérapé avant de percuter violemment un camion. Un trentenaire est mort sur le coup. Le deuxième accident a été enregistré sur la RN7 à l'entrée de la ville de Sfifef. Un véhicule de tourisme a dérapé avant de s'écraser contre un arbre.

Le conducteur a été tué sur place alors que les trois passagers se trouvant à bord du véhicule ont été blessés, précise-t-on de même source. Les dépouilles des deux victimes ont été déposées à la morgue de l'hôpital de Sfifef. Deux enquêtes ont été ouvertes pour déterminer les circonstances de ces accidents. **Y. S.**

Accidents de la circulation à Ouargla 14 victimes en sept mois

■ Quatorze personnes, âgées de 8 à 60 ans, ont trouvé la mort dans des accidents de la circulation survenus durant les sept mois de cette année à travers le réseau routier de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la protection civile (DPC).

Il s'agit de 391 accidents survenus durant cette période, qui se sont soldés par 14 décès, 505 blessés à divers degrés de gravité, qui ont été pris en charge au niveau des différents établissements hospitaliers de la wilaya, a-t-on indiqué.

Ces accidents de la circulation se sont produits notamment au niveau des routes nationales RN-03, 49 et 56, traversant le territoire de la wilaya de Ouargla, et à moindre degré, au niveau des chemins de wilaya (CW) et les routes communales.

La même source a relevé que ces accidents sont liés notamment au facteur humain, dont l'excès de vitesse, l'état des véhicules, en plus l'état de certains tronçons routiers. Pas moins de 392 accidents de la route ont été enregistrés durant la même période de l'année écoulée dans la wilaya de Ouargla, ayant fait 15 morts et 531 blessés, a-t-on rappelé. **Y. K.**

Guelma

Neuf hectares de forêts détruits par des incendies

Neuuf hectares de forêts ont été détruits dans quatre (4) incendies signalés dans les dernières 48 dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris dimanche des services de la protection civile.

Selon les mêmes services, un gigantesque incendie s'est déclaré samedi dans la zone forestière de Beni Omrane à la commune de Bouhamdane (50 km à l'Ouest de Guelma), précisant que le sinistre a décimé six (6) hectares de chêne liège et des surfaces de buissons.

Dans la même commune, un autre incendie a été signalé à Djebel Bou Arbid soulignant que les flammes ont ravagé une superficie de trois (3) hectares de chêne

liège. La même source a indiqué que l'intervention des équipes de pompiers de l'unité secondaire de Hammam Debagh dans ces deux incendies a permis de préserver de vastes zones forestières ainsi qu'un grand nombre d'habitats ruraux, soulignant que tous les moyens ont été mobilisés par la protection civile pour venir au bout des flammes.

Les services de la protection civile ont également précisé que huit (8) compteurs d'électricité ont été décimés, samedi, dans un incendie déclaré dans une armoire abritant les compteurs d'électricité regroupés dans un immeuble à l'avenue "Bara Lakhdar" située au chef lieu de wilaya ajou-

tant que l'intervention des équipes de l'unité principale a permis de protéger le lieu et de maîtriser le feu dans une opération qui a duré deux heures.

Un hangar d'élevage avicole dans la mechta de Chouaoua de la commune de Sellaoua Announa (35 km à l'Ouest de Guelma) a été également la proie des flammes ayant engendré la détérioration de quelques équipements d'élevage et la destruction de 250 bottes de foin a-t-on encore noté précisant que l'intervention rapide des éléments de la protection civile du poste avancé d'Aïn Hassainia a permis de dégager, à temps, le matériel utilisé dans l'élevage, a-t-on conclu. **Y. A.**

Laghouat

Relance de plusieurs chantiers de structures pédagogiques

Plusieurs chantiers de réalisation des structures pédagogiques, en suspens depuis des années, ont été relancés dans la wilaya de Laghouat, ont indiqué dimanche les services de la direction locale de l'éducation (DE).

Ces projets dont les travaux ont effectivement repris ont été en suspens pour plusieurs raisons afférentes notamment à la réévaluation des enveloppes qui leur ont été accordées initialement et au retard accusé dans la livraison des travaux, d'une part, au

manque de la main-d'œuvre et à la carence des entreprises de réalisation, d'autre part, a expliqué le chargé de la cellule de communication à la DE, Cherif Daoudi.

Il s'agit de chantiers de trois collèges (CEM) implantés dans les communes de Laghouat, Aflou et Hadj-Mechri, de deux groupes scolaires à Benacer Benchohra et Kasr El-Hirane, et de deux lycées, d'une capacité de 1.000 places chacun, retenus au chef lieu de la wilaya et à Aflou. Selon le même responsable, les structures scolaires

de Laghouat seront consolidées en prévision de la nouvelle saison scolaire d'un nouveau lycée à Sidi Mekhlouf, de trois groupes scolaires à Laghouat, Aflou et Kasr-El-Hirane, en plus de deux cantines scolaires dans les communes de Hassi-Delâa et Oued Morra. Le secteur de l'éducation nationale à Laghouat s'est vu accorder, en matière d'encadrement pédagogique, de 428 postes, dont 247 postes au palier primaire, 134 au moyen et 47 autres pour le cycle secondaire, a-t-il conclu. **R. R.**

CONFLITS ▶▶

Syrie

Renforts déployés à Manbij

Des renforts ont été déployés dans Manbij, dans le nord de la Syrie, a confirmé hier un porte-parole des autorités autonomes kurdes de Syrie, mais il ne s'agit pas de combattants kurdes des Unités de protection populaire (YPG).



« Il y a des renforts, mais pas des YPG. Parce que les YPG sont à l'est de l'Euphrate », a dit à Reuters le directeur du centre de presse du Rojava, Ibrahim Ibrahim.

Manbij, sur la rive occidentale de l'Euphrate, a été reprise le 12 août dernier aux djihadistes de l'Etat islamique (EI) par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance formée par les miliciens kurdes des YPG et des combattants rebelles arabes avec

le soutien des Etats-Unis.

Elle est désormais dans le viseur de forces rebelles pro-turques, a déclaré dimanche à Reuters le colonel Ahmed Osman, chef du groupe rebelle le Sultan Mourad.

Des sources régionales de sécurité interrogées lundi par Reuters affirmaient que les YPG y avaient déployé des renforts en troupes et en armes.

A Ankara, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a accusé les miliciens kurdes de se

livrer à des opérations de nettoyage ethnique dans le nord de la Syrie. Il les a appelés à se replier immédiatement à l'est de l'Euphrate, réfutant de fait les affirmations des autorités autonomes kurdes de Syrie.

Manbij n'est qu'à une quarantaine de kilomètres au sud de Djarablous, conquise la semaine dernière par des forces rebelles pro-turques à la faveur de l'intervention militaire des forces turques dans le nord de la Syrie.

Lancée mercredi par

Ankara, l'opération "Bouclier de l'Euphrate" poursuit deux objectifs: chasser le groupe Etat islamique des régions frontalières et empêcher les miliciens kurdes syriens de remporter de nouvelles victoires et de progresser à l'ouest de l'Euphrate.

Cette incursion militaire turque en appui à des forces rebelles hostiles aux FDS soutenues elles par les Etats-Unis a fait franchir un degré supplémentaire de complexité à la guerre civile syrienne.

Reuters

Yémen

Au moins 60 morts dans un attentat-suicide de l'EI

Un attentat suicide à la voiture piégée a fait au moins 60 morts lundi à Aden, dans le sud du Yémen, selon un nouveau bilan communiqué par Médecins sans Frontières (MSF).

Un porte-parole de l'ONG a ajouté qu'une soixantaine de blessés avaient été admis dans un hôpital que MSF gère dans le quartier de Mansoura.

L'attaque a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), dont l'organe de presse, l'agence Amak, fait état d'un bilan d'une soixantaine de morts.

De source proche de la sécurité, on précise que le kamikaze a fait exploser sa voiture contre des installations des Comités de résistance populaire, une milice locale qui a contribué à chasser l'an dernier les miliciens chiites houthis de la grande ville portuaire du sud du pays.

Les djihadistes de l'EI et d'Al Qaïda ont exploité la guerre civile qui oppose les miliciens chiites aux forces fidèles au président Abd-Rabbou Mansour Hadi pour s'implanter au Yémen.

Reuters

Iran

Déploiement d'un système de défense antiaérienne

Un système de défense antiaérienne a été déployé dans le centre de l'Iran pour protéger le site nucléaire de Fordo, a annoncé dimanche la télévision d'Etat IRIB.

Protéger les sites nucléaires est primordial "dans toutes les circonstances", a déclaré à l'IRIB, le général Farzad Esmaili, le commandant de la défense antiaérienne iranienne.

«Aujourd'hui, le ciel d'Iran est un des plus sûrs de la région», a-t-il assuré, alors qu'un reportage vidéo a montré un camion S-300 récemment livré par la Russie.

Ces images ont été diffusées quelques heures après que le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, eût affirmé devant le général Esmaili et de hauts responsables des forces aériennes que la puissance militaire iranienne avait un objectif uniquement défensif.

«L'opposition et le battage publicitaire continus concernant le S-300 ou le site de Fordo sont des illustrations du caractère acerbe de l'ennemi», a-t-il poursuivi. «Le système S-300 est un système de défense, pas d'attaque, mais les Américains ont fait de leur mieux pour que l'Iran ne l'obtienne pas», a encore dit Ali Khamenei.

Le site de Fordo, situé dans une montagne près de la ville de Qom, a cessé d'enrichir de l'uranium depuis l'entrée en vigueur en janvier de l'accord sur le nucléaire iranien conclu avec les grandes puissances. Ses 1 044 centrifugeuses ont été conservées à des fins de recherche.

Bilal L.

Irak

18 morts dans une attaque suicide dans une oasis

18 personnes ont été tuées dans une attaque suicide menée par cinq assaillants armés d'explosifs et de grenades dans la ville de Aïn al-Tamer, une oasis au sud-ouest de Baghdad, ont indiqué lundi des responsables locaux.

«Ils portaient des kalachnikovs et des grenades. L'un d'eux s'est fait exploser et les autres ont été tués par les forces de sécurité», a indiqué Qais Khalaf, un responsable de la sécurité de la région.

Au moins 26 personnes ont été blessées dans cette attaque survenue dimanche soir à partir de 18h30 GMT.

Elle n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, mais le groupe sunnite ultra-radical Etat islamique (EI) a endossé la responsabilité d'une série d'attentats perpétrés ces derniers mois contre la communauté chiite.

Cinq membres d'une même famille font partie des morts, a précisé un responsable

des services de santé.

Aïn al-Tamer est situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de la ville sainte chiite de Kerbala, à proximité de la frontière avec la province d'al-Anbar, d'où seraient venus les assaillants.

Les forces de sécurité ont réussi ces derniers mois à chasser l'EI d'une grande partie de cette province, notamment en reprenant les villes de Fallouja et de Ramadi.

AFP

Afghanistan

Libération d'une humanitaire australienne enlevée en avril

Une sexagénaire australienne, enlevée il y a quatre mois en Afghanistan où elle travaillait de longue date dans l'humanitaire, a été libérée lors d'une opération militaire, selon des responsables, hier.

Kerry Jane Wilson, qui avait été enlevée le 28 avril dans l'est de l'Afghanistan, est libre et «en bonne santé», a annoncé hier la ministre australienne des Affaires étrangères Julie Bishop, sans dévoiler les circonstances de sa libération ni celles de son enlèvement.

«Je confirme que Kerry Jane Wilson, qui a été enlevée en avril, a été libérée et est en sécurité et en bonne santé», a-t-elle dit dans un communiqué.

Les services de renseignement afghans, le NDS, ont confirmé la libération de Mme Wilson lors d'une «opération spéciale» menée par leurs soins, sur laquelle ils n'ont livré aucun détail.

«Grâce à nos efforts, elle a été libérée et mise en sécurité. Plusieurs suspects ont été interpellés et notre enquête se poursuit», a indiqué le NDS dans un

bref communiqué. Mme Wilson, dont le vrai prénom est Katherine, dirigeait une petite ONG baptisée Zardozi, lancée en 2006 pour soutenir les artisanes et entrepreneuses afghanes. Elle était venue visiter un projet de broderie pour les femmes à Jalalabad quand elle a disparu. Atallah Khogyani, porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, dont Jalalabad est la capitale, avait affirmé à l'AFP en avril que Mme Wilson avait été enlevée dans la nuit dans la maison où elle logeait par des hommes armés déguisés

en policiers.

Nangarhar est une province instable, foyer des talibans mais aussi du groupe Etat islamique (EI), particulièrement implanté à la frontière avec le Pakistan.

Mme Bishop, qui a de nombreuses fois répété que l'Australie ne versait pas de rançon aux ravisseurs, s'est dite soulagée de la libération de Mme Wilson. Elle s'est refusée à en divulguer les détails afin de «protéger ceux qui demeurent captifs ou risquent d'être enlevés en Afghanistan ou ailleurs».

Le communiqué de la ministre ne précise pas quand Mme Wilson a été libérée, ni où elle se trouve à présent.

Le père de l'Australienne, Brian Wilson, 91 ans, avait plaidé en avril pour la libération de sa fille, précisant qu'elle travaillait dans la région depuis 20 ans avec des organisations spécialisées dans le droit des femmes et l'accès à l'eau.

L'Afghanistan est le théâtre de fréquents enlèvements d'humanitaires visant souvent à obtenir des rançons.

AFP

Tunisie

Le gouvernement d'union de Youssef Chahed entre en fonction

Le gouvernement d'union tunisien de Youssef Chahed a pris ses fonctions hier et devrait rapidement donner des gages sur sa capacité à redresser un pays au bord de l'asphyxie économique, cinq ans après la révolution.



La cérémonie de passation entre le plus jeune Premier ministre de l'histoire moderne de la Tunisie (40 ans) et son prédécesseur Habib Essid est effectuée à Carthage, près de la capitale.

Issu du parti Nidaa Tounes fondé par le président Béji Caïd Essebsi, M. Chahed, un libéral, dispose pour mener sa mission de plusieurs atouts, outre sa jeunesse.

Féminisé et rajeuni, son gouvernement a confortablement obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), vendredi soir, avec 168 voix sur un total de 217 députés.

Surtout, le discours offensif du nouveau Premier ministre a reçu un écho favorable, laissant entrevoir un frémissement positif.

En résistant la semaine dernière aux pressions des partis alliés qui lui demandaient de revoir la composition de son équipe, Youssef Chahed a, par

ailleurs, envoyé un message d'autorité.

Trêve sociale ?

Mais le septième Premier ministre de l'après-révolution va devoir combattre le sentiment de désenchantement d'une population lasse des crises à répétition depuis 2011.

De nombreux Tunisiens ont relevé que le sombre diagnostic économique et social livré aux députés avait déjà été établi par certains de ses prédécesseurs, sans que cela ne change le cours des choses.

Les priorités sont notamment la lutte contre le chômage, la corruption et le terrorisme.

Sur ce dernier point, Youssef Chahed a choisi la continuité en confirmant les titulaires de l'Intérieur (Hédi Majdoub) et de la Défense (Farhat Horchani). Après une série d'attaques jihadistes sanglantes qui ont ravagé le secteur touristique, ces deux ministres ont pu se prévaloir de l'accalmie actuelle.

Pour le reste, «ce gouvernement c'est celui de minuit moins le quart». Difficile de dire s'il va avoir le temps de prouver son efficacité, dit à l'AFP le politologue Slaheddine Jouchi, selon qui "les indicateurs actuels donnent l'impression que l'échec est plus proche que la réussite".

"Est-ce que M. Chahed pourra mettre en place une trêve sociale ?", s'interroge-t-il notamment.

La première des tâches du cabinet Chahed sera effectivement de s'atteler à la relance de l'appareil productif tunisien, notamment l'industrie du phosphate, miné par les conflits sociaux.

A la faveur des larges négociations menées cet été, le gouvernement "d'union nationale" compte en son sein deux anciens membres du puissant syndicat Ugtt... ce qui à lui seul n'est toutefois pas un gage de réussite.

Car malgré l'appellation de son gouvernement "d'union nationale", Youssef Chahed sera loin

de pouvoir s'appuyer sur un climat de concorde.

Sacrifices

L'opposition a déjà annoncé la couleur. "Vous obtiendrez la confiance de l'ARP mais pas celle des chômeurs et des pauvres!", a asséné vendredi le député du Front populaire (FP), Ammar Amroussia.

Au sein même du gouvernement, M. Chahed devra gérer une coalition hétéroclite dont l'une des marques de fabrique reste l'alliance contre-nature entre Nidaa et les islamistes d'Ennahda, première force au Parlement.

Faute d'embellie rapide - les prévisions de croissance pour 2016 restent inférieures à 2% -, le gouvernement s'oriente en outre vers un délicat programme d'austérité, alors que le pays a dû recourir au printemps à un nouveau prêt du Fonds monétaire international (2,8 milliards de dollars sur 4 ans). "Nous serons tous amenés à faire des sacrifices. Si rien ne change d'ici 2017, nous procéderons à l'austérité", a prévenu Youssef Chahed. Autre défi à court terme: la réussite de la grande conférence des bailleurs et investisseurs, prévue en novembre à Tunis, à laquelle 70 pays participeront. Si le pays jouit d'une sympathie certaine, notamment en Europe, depuis qu'il s'est engagé sur la voie de la démocratie, il n'est pas parvenu jusque-là à attirer les investisseurs. Les projets de coopération, eux, se concrétisent au compte-goutte.

Enfin, Youssef Chahed, jusque-là ministre des Affaires locales, devra vite améliorer le quotidien des 11 millions de Tunisiens, confrontés aux infrastructures déficientes et au manque global d'entretien de l'espace public.

L'une des clés réside dans la tenue des premières municipales de l'après-révolution, les villes étant gérées depuis 2011 par de simples "délégations spéciales", en charge des affaires courantes.

La date de mars 2017 semblait se dégager, mais l'instance électorale a indiqué début août que ce délai serait impossible à tenir: la loi devant régir le scrutin est toujours en attente d'adoption.

AFP

Gestion des déchets solides en Afrique

Le PNUE insiste sur l'engagement du secteur privé

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) envisage d'engager le secteur privé et les institutions financières de développement pour aborder le problème de gestion des déchets solides en Afrique, a indiqué un officiel du PNUE dimanche à Nairobi.

Le directeur du PNUE et la représentante du bureau régional pour l'Afrique, Juliette Koudenoukpo, a déclaré que la gestion efficace des déchets solides exige des investissements, que seuls les gouvernements africains ne peuvent mobiliser. "Nous pensons que le temps est venu pour que le secteur privé et d'autres financiers viennent à bord pour résoudre le problème des déchets solides", a affirmé Mme Koudenoukpo en marge d'un séminaire sur la gestion des déchets en Afrique. "Le secteur privé aidera les gouvernements à comprendre la viabilité commerciale des déchets solides", a-t-elle ajouté.

La génération des déchets solides augmente en Afrique en raison de la croissance rapide de la population ainsi que du taux élevé de l'urbanisation. Le PNUE a déjà tenu des discussions avec un certain nombre de banques panafricaines pour le financement de la gestion des déchets solides. "Nous pensons que dans deux ans nous pourrions commencer à parler des moyens d'entreprendre des études préliminaires sur le rôle du secteur privé dans la gestion des déchets solides", a déclaré Mme Koudenoukpo, notant que les déchets solides ont la valeur marchande que le secteur privé peut exploiter. "C'est le secteur privé, plutôt que le gouvernement, qui sait traiter les aspects commerciaux des déchets solides", a-t-elle ajouté.

T. A.

Kenya

Un imam tué et son chauffeur blessé dans une explosion

Un imam kenyan a perdu la vie samedi soir après que son véhicule a sauté sur un engin explosif improvisé près de Lamu, ville côtière kenyane proche de la frontière avec la Somalie, a annoncé la police kenyane.

James Ole Serian, officiel de sécurité local, a indiqué dimanche que l'explosif aurait été placé par les éléments du groupe terroriste shebab.

"L'imam a été tué et le chauffeur du véhicule blessé dans l'explosion", a noté M. Serian, ajoutant que le véhicule était considérablement endommagé. Selon lui, les forces de sécurité ont intensifié les patrouilles face aux menaces du groupe shebab.

En juillet, un membre présumé du groupe shebab a été tué et un policier blessé dans l'attaque par une vingtaine d'hommes lourdement armés contre le camp de l'unité de déploiement rapide de Mangai, dans l'est de Lamu.

R. A.

Pour lutter contre l'excision

L'Égypte veut durcir sa législation

Le gouvernement égyptien a annoncé dimanche vouloir durcir la législation pour lutter contre l'excision, dévoilant un projet de loi qui prévoit jusqu'à sept ans de réclusion pour toute personne pratiquant cette opération déjà interdite, mais qui reste très pratiquée.

Le texte approuvé par le gouvernement doit encore être débattu au Parlement, selon un communiqué du bureau du Premier ministre Chérif Ismail.

L'excision, ablation partielle ou totale des organes génitaux externes féminins, est illégale depuis 2008, sauf en cas de "nécessité médicale". Pratiquer cette opération est passible de trois mois à deux ans de prison.

Malgré cela, l'excision - tradition qui remonte au temps des Pharaons et entend

"purifier" les femmes de la tentation sexuelle - reste largement pratiquée.

Elle touche 96,6% des Égyptiennes, musulmanes comme chrétiennes, selon une étude officielle menée en 2000 sur des femmes de 15 à 49 ans.

Le projet de loi annoncé dimanche "prévoit des peines plus sévères" pour toute personne pratiquant l'excision.

L'amendement prévoit une peine allant de cinq à sept ans de prison pour "toute personne pratiquant une excision sur une femme".

Cette peine s'accompagne d'un régime sévère quand l'opération "entraîne une infirmité permanente ou la mort", selon le communiqué du gouvernement.

Le texte prévoit également une peine

d'un à trois ans de prison pour "quiconque fait pratiquer l'opération sur une femme".

Une adolescente est morte fin mai des suites d'une excision. Quatre personnes, dont la mère de la victime et le médecin qui avait pratiqué l'opération, doivent être jugées pour "homicide involontaire" et "blessure ayant entraîné la mort".

En janvier 2015, un médecin avait été condamné à deux ans et trois mois de prison pour avoir pratiqué une excision mortelle sur une adolescente, le premier verdict du genre depuis l'interdiction de 2008.

Au final, il a été emprisonné trois mois seulement. Des ONG l'avaient accusé de continuer à exercer en toute liberté dans le nord du pays.

AFP

La Chine se tourne vers les marchés internationaux, Washington favorise les conflits armés mondiaux



La Chine et les États-Unis vont dans des directions diamétralement opposées. Pékin devient rapidement le principal centre des investissements étrangers dans les industries de haute technologie, notamment la robotique, l'énergie nucléaire et la machinerie de pointe, en collaboration avec des centres d'excellence technologique comme l'Allemagne.

En revanche, Washington poursuit un virage militaire sans merci dans les régions les moins productives, de concert avec ses alliés les plus barbares, comme l'Arabie saoudite. La Chine s'active à acquérir une supériorité économique mondiale en reprenant et en innovant les méthodes de production les plus poussées, tandis que les USA dégradent et avilissent l'immense capacité de production à laquelle ils étaient parvenus pour promouvoir des guerres destructrices.

L'importance grandissante de la Chine est le résultat d'un processus cumulatif qui a progressé de façon systématique, au moyen d'une croissance de la productivité et de l'innovativité se faisant étape par étape, avec des montées soudaines sur les échelons de la fabrication de technologies de pointe.

Étapes de la croissance et du succès de la Chine

La Chine est passée d'un pays largement dépendant des investissements étrangers dans les industries de consommation aux fins d'exportation à un pays dont l'économie, fon-

dée sur des investissements publics-privés, exporte des produits à plus forte valeur.

La croissance initiale de la Chine était basée sur une main-d'œuvre à bon marché, des impôts peu élevés et quelques règles régissant les capitaux multinationaux. Les capitaux étrangers et les milliardaires locaux ont stimulé la croissance, qui reposait alors sur des marges bénéficiaires élevées. La poursuite de la croissance économique de la Chine lui a ensuite permis d'augmenter son expertise technologique locale et d'exiger plus de " contenu local " dans les produits manufacturés.

Au début du nouveau millénaire, la Chine développait des produits haut de gamme brevetés et conçus localement, qui ont permis de canaliser un bon pourcentage d'investissements dans les infrastructures civiles, le transport et l'éducation.

Des programmes d'apprentissage de grande envergure ont permis de créer une main-d'œuvre qualifiée qui a augmenté la capacité de production. Des inscriptions massives en sciences, en maths, en informatique et en ingénierie dans les universités ont permis un afflux important d'innovateurs de haute technicité, dont bon nombre ont acquis un savoir-faire dans les technologies de pointe des concurrents étrangers.

La stratégie de la Chine consistait à reprendre, à apprendre, à perfectionner et à faire concurrence aux économies les plus avancées en Europe et aux USA.

À la fin de la dernière décennie du XXe siècle, la Chine était prête à se délocaliser à l'étranger. Le processus d'accumulation avait donné à la Chine les ressources financières nécessaires pour acquérir des entreprises dynamiques à l'étranger.

La Chine n'était plus limitée à investir dans les minéraux et l'agriculture de pays en

développement. Elle était prête à conquérir des secteurs de haute technologie dans les économies avancées.

En cette deuxième décennie du XXIe siècle, des investisseurs chinois se sont établis en Allemagne, le géant industriel le plus avancé d'Europe. Au cours des six premiers mois de 2016, des investisseurs chinois ont acquis 37 sociétés allemandes, comparativement à 39 pendant toute l'année 2015. Le total des investissements de la Chine en Allemagne en 2016 pourrait doubler pour atteindre plus de 22 milliards de dollars.

En 2016, a réussi à acheter KOKA, la société d'ingénierie la plus innovante de l'Allemagne. La stratégie de la Chine est de gagner en supériorité dans l'avenir numérique de l'industrie.

La Chine s'emploie avec diligence à automatiser ses industries, avec l'intention d'avoir une densité de robots doublant celle des USA d'ici 2020.

Des scientifiques chinois et autrichiens ont réussi le lancement du premier système de communication quantique par satellite, censé être " à l'épreuve du piratage ", assurant ainsi la sécurité des communications de la Chine.

Pendant que les investissements mondiaux de la Chine s'apprentent à dominer les marchés internationaux, les USA, l'Angleterre et l'Australie tentent d'imposer des obstacles à l'investissement. En s'appuyant sur des " menaces à la sécurité " bidon, la première ministre de la Grande-Bretagne Theresa May a bloqué un investissement chinois de l'ordre de plusieurs milliards de dollars dans une centrale nucléaire (Hinckley Point C). La décision reposait sur un prétexte fallacieux voulant que la Chine utilise sa participation dans le projet pour " faire du chantage énergétique, en menaçant

de couper l'alimentation s'il y avait des crises internationales. "

Le comité sur les investissements étrangers aux USA a bloqué plusieurs investissements chinois s'élevant à des milliards de dollars dans les industries de haute technologie.

En août 2016, l'Australie a bloqué un investissement de 8 milliards de dollars pour une participation majoritaire à son plus grand réseau de distribution d'électricité, en évoquant des motifs spécieux de " sécurité nationale ".

Les empires anglo-étasunien et allemand sont sur la défensive. Ils peuvent de moins en moins concurrencer avec la Chine économiquement, même en défendant leurs propres industries innovantes.

Cela est dû en bonne partie à leurs échecs politiques. Les élites économiques occidentales misent davantage sur la spéculation à court terme dans le domaine de la finance, de l'immobilier et de l'assurance, tout en négligeant leur base industrielle.

Sous la direction des USA, leur dépendance aux conquêtes militaires (expansion de l'empire par les armes) absorbe les ressources publiques, pendant que la Chine dirige ses ressources nationales vers des solutions technologiques innovantes de pointe.

Pour contrer les progrès économiques de la Chine, le régime Obama a adopté une politique d'érection de murs économiques sur le plan intérieur, de restrictions commerciales à l'étranger et de confrontation militaire en mer de Chine méridionale, une route commerciale stratégique pour la Chine.

Les responsables étasuniens augmentent petit à petit leurs restrictions sur les investissements chinois dans les sociétés de haute

technologie aux USA, dont un investissement de 3,8 milliards de dollars dans Western Digital et Philips, qui essayait de vendre son secteur de l'éclairage. Les USA ont aussi bloqué le rachat projeté, par Chen China, du groupe chimique suisse Syngenta, une transaction de 44 milliards de dollars.

Les responsables étasuniens font tout leur possible pour stopper des transactions commerciales innovantes valant des milliards de dollars qui comptent la Chine comme partenaire stratégique.

Outre le mur intérieur, les USA réalisent un blocus de la Chine au moyen de son partenariat transpacifique, qui propose d'exclure Pékin de la " zone de libre-échange " comptant une dizaine de pays d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Asie. Pourtant, pas un seul des pays signataires de cet accord n'a réduit ses échanges commerciaux avec la Chine. Bien au contraire, ils resserrent leurs liens avec la Chine, ce qui en dit long sur la compétence d'Obama en matière de " pivot ".

Le " mur économique sur le plan intérieur " a certes nui à certains investisseurs chinois, sans toutefois permettre à Washington d'entraver les exportations de la Chine vers les marchés étasuniens. L'incapacité de Washington à bloquer le commerce avec la Chine a même nui davantage à ses efforts d'encerclement de la Chine en Asie, en Amérique latine et en Océanie.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, le Chili, Taiwan, le Cambodge et la Corée du Sud dépendent encore plus des marchés chinois que les USA pour survivre et assurer leur croissance.

Pendant que l'Allemagne, conscient de la croissance dynamique de la Chine, favorise le " partenariat " et les échanges en augmentant les investissements productifs, Washington a choisi de former des alliances militaires pour défier la Chine.

L'alliance militaire belliqueuse entre les USA et le Japon n'intimide pas la Chine. Elle n'a pour effet que de déprécier leurs économies intérieures et leur influence économique en Asie.

De plus, le " pivot militaire " de Washington a approfondi et étendu les liens stratégiques entre la Chine et la Russie, qui lui procure des sources d'énergie et de la technologie militaire.

Pendant que les USA dépensent des centaines de milliards de dollars dans des alliances militaires avec ses États satellites attardés de la côte baltique et les États parasites du Moyen-Orient (Arabie saoudite et Israël), la Chine accumule une expertise stratégique de ses liens économiques avec l'Allemagne, des ressources provenant de la Russie et des parts de marché avec les " partenaires " de Washington en Asie et en Amérique latine.

Il ne fait aucun doute que la Chine, en empruntant la voie technologique et productive de l'Allemagne, aura le dessus sur l'isolationnisme économique des USA et sur sa stratégie militariste mondiale.

Si les USA n'ont pas su tirer les leçons de la stratégie économique gagnante de la Chine, la même raison pourrait être évoquée pour expliquer la disparition des régimes progressistes en Amérique latine.

Après plus d'une décennie de croissance et de stabilité, les régimes progressistes de l'Amérique latine ont connu un recul et un déclin. Comment se fait-il que la Chine ait poursuivi sur la voie de la stabilité et de la croissance, pendant que ses partenaires latino-américains ont subi un recul et des défaites?

Pendant plus d'une décennie, le Brésil, l'Argentine, le Venezuela, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et l'Équateur étaient tout autant d'exemples de réussite du centre-gauche latino-américain. Leurs économies progressaient, les dépenses sociales augmentaient, la pauvreté et le chômage étaient à la baisse et le revenu des travailleurs montait. Mais leurs économies sont entrées en crise par la suite, soulevant un mécontentement populaire qui a fait tomber les régimes de centregauche.

Contrairement à la Chine, les régimes de centre-gauche latino-américains n'ont pas diversifié leurs économies. Ils ont continué d'être lourdement tributaires du boom des matières premières pour assurer leur croissance et leur stabilité.

Les élites latino-américaines ont emprunté et dépendaient des investissements étrangers et des capitaux financiers, tandis que la Chine s'engageait dans des investissements publics dans l'industrie, l'infrastructure, la technologie et l'éducation.

Les progressistes latino-américains se sont ralliés aux capitalistes étrangers et aux spéculateurs locaux en s'adonnant à la spéculation et à la consommation, pendant que la Chine investissait dans des industries innovantes au pays et à l'étranger. Alors que la Chine consolidait son pouvoir politique, les progressistes latino-américains se sont " alliés " aux multinationales de leur pays et de l'étranger afin de " partager le pouvoir " avec ces adversaires stratégiques, qui n'attendaient en fait que l'occasion de chasser leurs alliés de " la gauche ".

Lorsque l'économie fondée sur les matières premières s'est écroulée, il en a été de même des liens politiques avec leurs partenaires de l'élite. Pendant que la gauche latino-américaine souffrait, les industries chinoises tiraient profit de la chute des prix des matières premières. Aux prises avec une corruption généralisée, la Chine s'est lancée dans une vaste campagne, en procédant à une purge touchant plus de 200 000 fonctionnaires. En Amérique latine, la gauche a laissé faire les fonctionnaires corrompus, ce qui a permis à l'opposition d'exploiter les scandales pour mieux virer les fonctionnaires de centregauche.

Pendant qu'en Amérique latine on importait de la machinerie et des pièces de l'Occident, la Chine achetait un ensemble d'entreprises occidentales fabriquant les machines et leur technologie, pour ensuite apporter des améliorations technologiques chinoises.

La Chine s'est très bien tirée de la crise, a défait ses adversaires et s'est mise à étendre la consommation locale et à stabiliser son régime politique.

Le centre-gauche latino-américain a subi des défaites politiques au Brésil, en Argentine et au Paraguay, a perdu des élections au Venezuela et en Bolivie et a reculé



en Uruguay.

Conclusion

Le modèle politique et économique de la Chine a surpassé ceux de l'Occident impérialiste et de la gauche latino-américaine. Alors que les USA dépensent des milliards de dollars au Moyen-Orient pour livrer des guerres à la place d'Israël, la Chine a investi des sommes similaires en Allemagne dans les domaines de la technologie de pointe, de la robotique et des innovations numériques.

Pendant que le " pivot vers l'Asie " du président Obama et de la secrétaire d'État Hillary Clinton s'est avéré en grande partie qu'une stratégie militaire inutile visant à encercler et à intimider la Chine, le " pivot vers les marchés " de Pékin a réussi à renforcer sa compétitivité économique. Ce qui a fait en sorte qu'au cours de la dernière décennie, le taux de croissance de la Chine a été trois fois supérieur à celui des USA, et que dans la prochaine décennie, la " robotisation " de l'économie productive de la Chine sera le double de celle des USA.

Le " pivot vers l'Asie " des USA, qui repose largement sur les menaces militaires et l'intimidation, cause des milliards de dollars de pertes qui auraient pu faire l'objet de placements et d'investissements. Le " pivot vers la technologie de pointe " de la Chine démontre que l'avenir est tourné vers l'Asie et non vers l'Occident. L'expérience de la Chine sert aussi de leçon aux prochains gouvernements de gauche en Amérique latine.

D'abord et avant tout, la Chine insiste sur la nécessité d'une croissance économique équilibrée, qui a préséance sur les bénéfices à court terme tirés des booms des matières premières et des stratégies consuméristes.

Deuxièmement, la Chine démontre l'importance de la formation technique à l'inten-

tion des professionnels et des travailleurs pour l'innovation technologique, qui a préséance sur la formation donnée dans les écoles de commerce et l'enseignement de la " spéculation " non productive, fortement privilégiés aux USA.

Troisièmement, la Chine équilibre ses dépenses sociales en investissant dans les activités de production de base, assurant ainsi une mise en commun de la compétitivité et des services sociaux.

Le renforcement de la croissance et de la stabilité sociale de la Chine, ainsi que sa volonté d'apprendre des économies avancées puis de les surpasser, ont toutefois des limites importantes, notamment au chapitre de l'égalité sociale et du pouvoir populaire. C'est ici que la Chine peut tirer des leçons des expériences de la gauche latino-américaine. Les gains sociaux sous le président Chavez du Venezuela méritent d'être étudiés et repris, ainsi que les mouvements populaires en Bolivie, en Équateur et en Argentine, qui ont permis d'évincer les néolibéraux du pouvoir, peuvent aider la Chine dans sa lutte contre le pillage et la fuite des capitaux caractéristiques d'un Étatentreprise.

Malgré ses limites socio-politiques et économiques, la Chine est parvenue à résister aux pressions militaires des USA et même à " inverser la vapeur " en faisant des progrès en Occident.

En fin de compte, le modèle de croissance et de stabilité de la Chine propose une approche qui est bien supérieure à la débâcle récente qu'a subie la gauche latino-américaine et au chaos politique résultant de la quête de la suprématie militaire mondiale par Washington.

James Petras

Colombie

Jour historique avec la fin de la guerre avec les Farc

■ La Colombie vit une journée historique lundi avec l'entrée en vigueur du premier cessez-le-feu bilatéral et définitif jamais signé entre la guérilla des Farc et le gouvernement, au bout de 52 ans de conflit armé.

"Ce 29 août une nouvelle histoire commence pour la Colombie. Faisons taire les fusils. La guerre avec les Farc est terminée!", a tweeté à minuit le président Juan Manuel Santos. "A partir de ce moment, débute le cessez-le-feu bilatéral et définitif", ont à leur tour lancé sur Twitter les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), principale guérilla du pays, issue en 1964 d'une insurrection paysanne et comptant encore quelque 7.500 hommes.

Quelques heures plus tôt, depuis La Havane, le chef suprême des Farc, Timoleon Jimenez, dit "Timochenko", avait déclaré: "J'ordonne à (...) chacun de nos combattants de cesser le feu et les hostilités de manière définitive contre l'Etat colombien".

Le président Santos, chef des armées, avait le premier jeudi ordonné aux troupes colombiennes de cesser le feu contre les Farc à partir de ce lundi à 00H00 (05h00 GMT).

A minuit pile, selon des radios locales, les pompiers ont fait retentir les sirènes de leurs camions dans plusieurs villes du pays, "en faveur du cessez-le-feu" comme les y avaient invités le ministère de l'Intérieur.

C'est la première fois que la Colombie va connaître un tel silence des armes, même si les Farc observent depuis juillet 2015 une cessation unilatérale des hostilités, le gouvernement ayant de son côté suspendu ses bombardements aériens contre les rebelles.

De la guérilla à la politique

Selon les accords, le cessez-le-feu bilatéral et définitif devait entrer en vigueur au plus tard le jour de leur signature, prévue entre le 20 et le 26 septembre.

Les Farc ont par ailleurs convoqué leur Xe conférence pour ratifier le pacte, négocié pendant près de quatre ans à Cuba et détaillé dans un document de 297 pages, diffusé sur internet et les réseaux sociaux, ainsi que par les médias.

Cette "dernière conférence de notre organisation en armes (...)" ratifiera les accords de paix et entérinera la transformation des Farc

en mouvement politique légal", ont-elles indiqué samedi.

Prévue du 13 au 19 septembre dans la plaine du Yari, à San Vicente del Caguan, ex-fief de la guérilla dans le sud, la conférence réunira 200 délégués des Farc, dont leur état-major. Fait exceptionnel, elle sera ouverte à 50 invités nationaux et internationaux, ainsi qu'à la presse afin que "les peuples de Colombie et du monde s'informent directement", selon les Farc.

La "signature solennelle" des accords par M. Santos et "Timochenko" est prévue "entre le 20 et le 26 septembre", a annoncé le ministre de la Défense, Luis Carlos Villegas. Ce sera alors, a-t-il précisé, "le Jour J" du début du regroupement des guérilleros dans 22 zones et huit campements, pour entamer leur désarmement prévu sur six mois sous supervision des Nations unies.

Selon M. Santos, interviewé par la chaîne CNN, les accords pourraient être signés à Cuba, à Bogota ou pendant l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Puis les Colombiens seront appelés à un référendum le 2 octobre. Pour l'emporter, le "oui" à la paix

devra recueillir au moins 4,4 millions de voix (13% de l'électorat) et le "non" un score plus faible.

La paix ne sera pas pour autant complète en Colombie. Il reste au gouvernement à négocier avec l'Armée de libération nationale (ELN, guérilliste), autre guérilla encore active avec quelque 1.500 combattants. Les parties ont annoncé le 30 mars leur volonté d'entamer des pourparlers. Mais aucune date n'a été fixée. Dimanche, l'ELN a souhaité le "succès" aux Farc dans leur conversion en "organisation ou mouvement politique légal". Mais dans cette lettre signée de son chef, Nicolas Rodriguez dit "Gabino", elle a réaffirmé son "droit à la rébellion" faute de "réelle volonté (des gouvernements successifs) de chercher la paix".

Le plus ancien conflit des Amériques, qui au fil des décennies a impliqué guérillas d'extrême gauche, paramilitaires d'extrême droite et forces armées, sur fond de violence des narco-trafiquants, a fait au moins 260.000 morts, 45.000 disparus et 6,8 millions de déplacés.

AFP

Aéroport de Los Angeles

Un homme déguisé en Zorro arrêté après une fausse alerte

Un homme en costume de Zorro a été arrêté à l'aéroport de Los Angeles à la suite d'une fausse alerte sur une possible fusillade, et l'aéroport était sur le point de réouvrir entièrement dimanche soir alors que les forces de l'ordre finissaient de le fouiller.

Les informations sur une fusillade à Los Angeles se sont révélées être de gros bruits seulement, il n'y a pas eu de tirs, pas de blessés, une enquête continue pour localiser l'origine du bruit, a écrit sur son compte Twitter un porte-parole de

la police de Los Angeles, Andy Neiman.

L'aéroport de Los Angeles a pour sa part précisé sur Twitter qu'un "individu en costume de Zorro a été placé en détention par la police", et que plusieurs terminaux avaient été fouillés, déclarés sûrs, et réouverts.



Les opérations policières pour s'assurer qu'aucun tireur n'était caché dans un autre terminal étaient en voie d'être achevées, a précisé le compte de LAX - le code aérien du troisième aéroport américain.

Auparavant, le compte LAX indiquait que les niveaux départs et arrivées du terminal central avaient été fermés.

Les rumeurs de fusillade ont causé une panique dans l'aéroport, d'après le site internet de la chaîne de télévision NBC, qui décrit des passagers se précipitant à toutes jambes sur le tarmac après que la police soit intervenue en réponse à un appel d'urgence faisant état de coups de feu.

Un porte-parole de l'autorité américaine du transport aérien, la

FAA, a de son côté indiqué à l'AFP qu'un ordre de maintenir au sol les avions en direction de Los Angeles avait été allégé pour n'inclure que les vols se trouvant "à une heure de vol ou moins de LAX". L'aéroport de Los Angeles, deuxième ville la plus peuplée des Etats-Unis, est le 7ème au monde en terme de trafic.

AFP

Ils tentaient de rejoindre l'Europe Plus de mille migrants secourus au large de la Sicile

■ Environ 1.100 migrants ont été secourus dans le canal de Sicile dimanche alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Europe en bateau, ont annoncé les gardes-côtes italiens. Les migrants, à bord de huit canots pneumatiques, d'un navire plus important et de deux barques, ont été secourus au cours de onze opérations distinctes en Méditerranée, ont précisé les gardes-côtes dans un communiqué. Leur pays d'origine n'a pas été précisé. Les dernières statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), publiées vendredi, estiment que 105.342 migrants ont rejoint l'Italie en bateau cette année, la plupart depuis la Libye. L'OIM estime en outre que 2.726 hommes, femmes et enfants sont morts pendant la même période au cours de la dangereuse traversée, à bord de petits bateaux souvent surchargés et inadaptés à un tel voyage. L'Italie est en première ligne de la crise migratoire qui voit des milliers de personnes fuir les conflits et la pauvreté et affluer vers l'Europe depuis l'Afrique du Nord depuis trois ans. Plus de 400.000 personnes ont rejoint les côtes italiennes depuis le début de l'année 2014.

Reuters

Bolivie

Le gouvernement reprendra le dialogue avec les mineurs

■ Le gouvernement bolivien a annoncé qu'il reprendrait le dialogue avec les coopératives minières à condition que la lumière soit faite sur les meurtres du vice-ministre Rodolfo Illanes et de quatre autres personnes. "Tant que ces meurtres ne seront pas élucidés, comme pourrions-nous parler de dialogue? Il faut tout d'abord éclaircir toute cette histoire", a indiqué le ministre de l'Intérieur Carlos Romero à la chaîne de télévision "Cadena A". "Si l'on n'établit pas qui sont les responsables, avec qui allons-nous dialoguer? Nous n'allons pas nous asseoir à la table des négociations avec des criminels", a-t-il ajouté, en faisant allusion aux dirigeants de la Fédération nationale des coopératives minières (Fencomin), qu'il tient pour responsable du meurtre de Rodolfo Illanes, vice-ministre de l'Intérieur. "Le bureau du procureur a déterminé la participation des accusés à la mort du vice-ministre, dans certains cas au degré de la perpétration, pour d'autres de la complicité" a expliqué le procureur Edwin Blanco dans un communiqué. Le vice-ministre Rodolfo Illanes a été séquestré puis assassiné jeudi par des manifestants qui bloquaient un important axe routier à Panduro, village de haute altitude situé à 200 km au sud-est de la capitale La Paz. Dépêché par le gouvernement, cet ancien avocat venait négocier avec les mineurs qui manifestaient contre une récente réforme du droit du travail.

Y. I.

Poussé par des vents allant jusqu'à 195 km/h L'ouragan "Gaston" classé en catégorie 3

■ L'ouragan "Gaston" a été classé de catégorie 3, a annoncé lundi le Centre américain de surveillance des ouragans (NHC). Troisième ouragan de la saison dans l'Atlantique-Nord, Gaston est poussé par des vents allant jusqu'à 195 km/h, selon le dernier bulletin d'informations du NHC. Localisé à 925 km des Bermudes, il ne menace actuellement aucune terre, précise le Centre basé à Miami (Floride, sud-est). La saison des ouragans, qui s'étale traditionnellement du 1er juin au 30 novembre dans l'Atlantique-Nord, avait démarré de manière inhabituelle par l'apparition en janvier de l'ouragan "Alex". L'Agence océanique et atmosphérique américaine (NOAA) avait dans un premier temps prévu la formation de 10 à 16 tempêtes majeures cette année dans cette région, mais a récemment augmenté ses prévisions à 12 à 17 tempêtes tropicales, dont cinq à huit devraient se transformer en ouragans. "Earl", deuxième ouragan de la saison côté Atlantique, a fait 45 morts au Mexique début août. H. A.

Bruxelles

Explosion criminelle à l'Institut national de criminologie

Une explosion d'origine criminelle a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi à l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) de Bruxelles, sans faire de blessés, a-t-on appris lundi auprès du parquet de Bruxelles.

"Il n'y avait personne sur le site" de l'INCC, le principal centre scientifique de la justice belge, a précisé le porte-parole du parquet, qui s'est refusé à se prononcer sur les causes de l'explosion, assurant uniquement que celle-ci était "d'origine criminelle".

Selon des médias belges, il s'agirait d'une attaque à la voitu-

re-bélier.

"Les dégâts sont importants", a précisé un porte-parole des pompiers, Pierre Meys, évoquant une explosion "fort violente". "Des fenêtres du labo ont été éjectées à plusieurs dizaines de mètres", a-t-il dit.

Une trentaine de pompiers ont été mobilisés vers 03H00 pour maîtriser l'incendie qui s'est ensuite déclaré, a-t-il ajouté.

Un "centre de crise" a été mise en place par le parquet de Bruxelles, a souligné son porte-parole.

L'Institut de criminalistique et de criminologie de Bruxelles, situé dans le nord de la ville, est

une institution scientifique au sein de la justice fédérale belge.

Parmi les tâches qui lui sont confiées, on dénombre l'identification et l'analyse des traces de suspects ainsi que l'examen du fonctionnement du système pénal.

La Belgique a été la cible d'attentats sanglants le 22 mars à l'aéroport international de Bruxelles et dans la station de métro Maelbeek, qui ont fait 32 morts.

Le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué ces attentats, ainsi qu'une attaque à la machette, le 6 août, contre deux policiers.

AFP

Mexique

Un tunnel clandestin découvert sous la frontière avec les Etats-Unis

Les autorités mexicaines ont annoncé dimanche avoir découvert un tunnel clandestin "en cour de construction" de plus de 30 mètres, passant sous la frontière avec les Etats-Unis. Intrigués par l'aspect du système de drainage des eaux de pluie à la frontière entre les deux pays, les policiers mexicains ont mis au jour à Sonora

(nord-est) "un trou clandestin d'un diamètre d'entrée de 51 cm et d'une longueur de 31,5 mètres, comptant 1,5 mètre sur le territoire national et plus de 30 mètres du côté des Etats-Unis", jusqu'à un terrain abandonné de Nogales dans l'Etat d'Arizona.

La moitié du tunnel était soutenu par des poutres de bois. Il était "apparemment en cours de

construction et sans sortie en surface", a détaillé la Commission nationale de sécurité (CNS) mexicaine.

Des tunnels clandestins de ce type, utilisés pour le trafic de drogue et, dans certains cas, pour le passage de clandestins mexicains, sont régulièrement démantelés des deux côtés de la frontière.

T. I.

Ouzbékistan

Le président Karimov victime d'une hémorragie cérébrale

Le président septuagénaire de l'Ouzbékistan? Islam Karimov, à la tête de ce pays d'Asie centrale depuis plus d'un quart de siècle, se trouve en réanimation suite à une hémorragie cérébrale, a annoncé hier l'une de ses filles.



Islam Karimov, 78 ans, «est hospitalisé et se trouve en réanimation à cause d'une hémorragie cérébrale survenue samedi matin. Son état est considéré comme stable», a écrit sur Instagram, sa fille Lola Karimova-Tilliaïeva.

«Il est trop tôt pour le moment pour faire des pronostics sur son état futur», a-t-elle ajouté.

Le cabinet des ministres de l'Ouzbékistan avait annoncé dimanche sans plus de précisions que M. Karimov se trouvait à l'hôpital, chose rare pour des autorités s'évertuant d'ordinaire à démentir les rumeurs sur la fragilité supposée de l'état de santé du président.

Islam Karimov, 78 ans, a gravi tous les échelons de l'appareil du parti communis-

te à l'époque de l'Urss, pour finalement devenir le chef de l'Ouzbékistan soviétique en 1989. Il est parvenu à se maintenir au pouvoir à l'indépendance du pays, en 1991.

Son règne a depuis été associé à de longs mandats présidentiels, des victoires écrasantes sur des concurrents de faible notoriété et une participation présentée comme massive à chaque élection.

Il a été réélu à la tête du pays pour un nouveau mandat de cinq ans en mars 2015 avec plus de 90% des voix lors d'un scrutin sans surprise ni réelle opposition et en dépit des critiques des observateurs occidentaux qui ont dénoncé de nombreuses irrégularités.

Les noms circulant sur un potentiel

successeur à Islam Karimov comprennent notamment Chavkat Mirziyoyev, l'actuel Premier ministre, et Roustam Azimov, le vice-Premier ministre, réputés rivaux.

La fille aînée du président, Goulnara Karimova, est tombée en disgrâce après être longtemps passée pour être le successeur potentiel de son père. Accusée de corruption après des critiques contre les autres membres de sa famille, elle serait aujourd'hui assignée à résidence.

La fille cadette de M. Karimov, Lola Karimova-Tilliaïeva, réside pour sa part à Paris où elle est ambassadeur de l'Ouzbékistan à l'Unesco. Elle a affirmé en 2013 ne pas avoir parlé à Goulnara depuis 12 ans.

AFP

Norvège

La foudre tue plus de 300 rennes

Emportés par la foudre. Plus de 300 rennes sauvages sont morts foudroyés dans le sud de la Norvège dans une hécatombe sans précédent connu.

Les 323 cervidés, dont 70 jeunes, ont été retrouvés vendredi 26 août par un garde-chasse sur le plateau Hardangervidda, un parc national où vivent quelque 10 000 rennes à l'état sauvage. Les images de télévision montraient des corps d'animaux gisant sur un espace très concentré.

«Il y a eu des orages très forts vendredi dans la région. Les animaux se regroupent en cas de mauvais temps et ceux-là ont été frappés par la foudre», a déclaré à l'AFP, un responsable de la direction norvégienne de l'environnement, Kjartan Knutsen. «C'est inhabituel. Nous n'avons jamais vu cela se produire à une telle échelle», a-t-il ajouté.

Les autorités norvégiennes doivent encore se prononcer sur le sort des animaux. «Nous allons décider sous peu si on laisse la nature suivre son cours ou bien si nous faisons quelque chose», a dit Kjartan Knutsen. Sur les 323 rennes foudroyés, cinq ont dû être abattus.

Huff Post

Un mort et un blessé grave enregistrés

Crash d'un petit avion en France

Une personne a été tuée et une autre grièvement blessée dans le crash d'un petit avion, dimanche soir dans les Hautes-Pyrénées (sud-ouest), ont indiqué hier la préfecture et la gendarmerie.

«L'ULM s'est écrasé dimanche soir pour une raison encore inconnue», a-t-on ajouté de mêmes sources, précisant qu'«un homme âgé de 56 ans a été tué tandis que l'autre passager a été grièvement blessé et hospitalisé.»

Le pronostic vital de ce dernier n'est pas engagé, a fait savoir la préfecture.

En mai dernier, quatre gendarmes qui participaient à un exercice de sauvetage, avaient péri dans un accident d'hélicoptère, qui s'est produit dans la même région.

Reda A.

Séisme en Italie

Priorités aux écoles, les maisons suivront

Des experts doivent commencer hier à évaluer la viabilité des écoles dans la zone frappée par le séisme ayant fait près de 300 morts dans le centre de l'Italie, tandis que le gouvernement cherche des solutions innovantes pour reloger rapidement les sinistrés.

«Nous devons donner immédiatement à ceux qui ont survécu à cette tragédie un signal d'espoir et de retour à la normalité» et la rentrée scolaire, mi-septembre en Italie, doit être «le premier signal», a déclaré la ministre de l'Éducation, Stefania Giannini.

Les autorités italiennes estiment qu'un des moyens de motiver les populations locales à rester dans les zones sinistrées est justement de permettre à leur enfants de poursuivre une scolarité normale sur place.

Réparer rapidement les écoles susceptibles de l'être, déplacer les élèves des écoles détruites ou dan-

gereuses dans celles intactes, construire de petites classes dans des préfabriqués... Toutes les pistes sont à l'étude pour que la rentrée ait bien lieu.

Une réunion est d'ailleurs prévue mercredi prochain, en présence de la ministre, à Amatrice, la localité la plus touchée avec plus de 230 morts, pour coordonner une rentrée scolaire aussi normale que possible.

En marge d'une cérémonie solennelle de funérailles samedi à Ascoli Piceno, au pied des montagnes meurtries, le maire de la ville, Guido Castelli a répété l'engagement du chef du gouvernement, Matteo Renzi, à apporter des réponses concrètes aux sinistrés en reconstruisant au plus vite les écoles, les mairies et les églises.

Mais pour que les enfants aillent à l'école, il faut que leurs familles puissent rester vivre à proximité pendant les travaux de

reconstruction.

Les grandes tentes bleues qui hébergent actuellement quelque 2 500 sinistrés, représentent une première solution d'urgence mais ne pourront pas le rester longtemps dans cette région montagnarde le froid arrive rapidement.

Dimanche, M. Renzi a rendu une visite de quatre heures au célèbre architecte italien Renzo Piano, 78 ans, prix Pritzker de l'architecture en 1998 et auteur avec son équipe de plus de 120 projets sur plusieurs continents, dont le centre Beaubourg à Paris.

Il «voulait de moi des conseils, une vision, une aide pour un grand projet» de reconstruction et de prévention, a déclaré M. Piano au quotidien La Repubblica.

Le célèbre architecte articule sa vision en deux temps : d'abord des petites maisons en bois, «des édifices légers qui pourront par la suite être démontés et recyclés», et un retour progressif dans les

maisons en dur au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Dans un second temps, «un projet à long terme, une intervention d'une cinquantaine d'années» pour sécuriser dans le respect de la nature et du patrimoine les localités des Apennins, la chaîne de montagne à fort risque sismique qui traverse la péninsule italienne quasiment sur toute sa longueur.

Selon la presse locale, le gouvernement entend s'assurer que tous les sinistrés aient quitté les tentes dans un mois et que chacun ait un logement stable d'ici quatre à cinq mois, avant d'engager au printemps les travaux pour reconstruire les maisons là où elles étaient.

A titre de comparaison, lors du séisme de L'Aquila, qui avait fait plus de 300 morts en 2009 à une cinquantaine de kilomètres d'Amatrice, les villages de tentes étaient restés des mois en place.

Mais ce séisme avait eu lieu en

avril, et la protection civile avait dû prendre en charge 65 000 sinistrés, dont beaucoup ont ensuite été relogés dans de nouveaux quartiers en périphérie de L'Aquila.

Dans cette zone rurale où beaucoup de familles vivaient de l'élevage et de la vente du lait, il faut aussi s'occuper des quelques 2 800 moutons et 3 000 vaches de la zone.

«A Amatrice, 90% des étables ont été endommagées avec des écroulements» qui ont tué beaucoup d'animaux, a déploré Coldiretti, un des principaux syndicats d'agriculteurs en Italie.

Outre de l'aide pour viabiliser rapidement puis reconstruire les bâtiments détruits, le syndicat réclame des aliments pour le bétail, de l'eau, des groupes électrogènes, des appareils pour la traite ou encore du fil électrifié pour les enclos.

Agence

PAROLES DE FEMMES

" Une femme qui atteint la sérénité est une femme qui a abandonné le combat. "

Anne Sylvestre

FEMMES

ILS ONT DIT :

" Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. "

Bertolt Brech

ACTU-FEMMES

Page animée par Tinhinan

LA BIMBO A FAIT LE SHOW AU VERNISSAGE DE SON MARI

Kim Kardashian se réinvente blonde pour Kanye West



Elle n'a plus à rougir de son corps post-grossesse, et veut que tout le monde le sache. Après avoir donné naissance à un petit Saint en décembre 2015, Kim Kardashian a retrouvé sa ligne d'antan. C'est donc moulée dans une robe en résille et teinte en blonde que la bimbo s'est affichée fièrement ce 26 août, au vernissage de l'exposition Famous, organisée par Kanye West.

Elle se fait volontiers teindre en blonde quand il le lui demande. Kim Kardashian a donné un gros coup de jeune à son style, ce vendredi 26 août, pour rendre hommage à son illustre mari, le rappeur Kanye West. Brune la plupart du temps, la jolie maman de Saint et North a une nouvelle fois fait un tour chez son coloriste pour la préparation d'une soirée au sommet. Après un dîner en compagnie de sa petite soeur, Kendall Jenner, la bimbo blonde a rejoint un endroit tenu secret de Los Angeles pour admirer les oeuvres de son homme. L'exposition Famous (qui porte le même nom qu'une scandaleuse chanson tirée de son album The Life of Pablo) ouvrait ses portes ce soir là. C'est donc habillée d'une robe en résille transparente, qu'elle avait doublé d'une combinaison chaire encore plus moulante, que la venus callipyge a battu le pavé. Il faut dire qu'à 35 ans, l'héroïne de télé-réalité a gagné en crédibilité mode grâce aux recommandations pointilleuses de celui qui partage sa vie. Déjà en février dernier, habillée de la tête au pied par son ami Olivier Rousteing (directeur artistique de Balmain), elle avait affolé les flashes des photographes pour le défilé de mode Yeezus, à la fashion week de New York. A l'époque, elle s'était également laissée tenter par le blond.

Aujourd'hui, toute amincie - après un régime draconien - et toute bronzée - après son retour de Punta Mita, au Mexique - ce nouveau look lui sied en tout cas comme un gant !

Autisme

Le risque augmente si la mère a plus de 30 ans

L'âge des parents est un facteur de risque d'autisme chez les enfants selon une nouvelle étude scientifique américano-suédoise publiée dans la revue spécialisée l'International Journal of Epidemiology.

Les enfants nés de parents âgés de plus de 30 ans ont davantage de risques d'être atteint d'autisme que ceux conçus par des parents jeunes d'après les résultats de l'étude. Ce risque est plus important si c'est la mère qui a plus de 30 ans.

Les chercheurs de l'Université Drexel (Philadelphie) et de l'Institut Karolinska (Suède) ont réalisé cette étude scientifique sur une cohorte de 417.303 enfants avec et sans déficience intellectuelle. Les chercheurs ont pratiqué un dépistage " large " du trouble du spectre autistique (TSA) et relevé l'âge des parents à la date de la conception.

Les objectifs de cette étude étaient d'analyser le lien entre l'âge des parents et le risque de troubles du spectre autistique (TSA), avec et sans déficience intellectuelle (DI).

Dès 30 ans le risque d'avoir un enfant atteint de TSA augmente

L'âge des parents augmente le risque de TSA, en particulier ceux avec ID. Récemment, une étude de l'Université d'Indiana (nord des États-Unis) et de l'Institut Karolinska à Stockholm a mis en évidence les effets négatifs de l'âge du père sur les risques de TSA et révélé par exemple qu'un enfant dont le père a 45 ans à sa naissance a 3,5 fois plus de risque de souffrir d'autisme et 13 fois plus de probabilité d'avoir des troubles de l'attention qu'un enfant dont le père a 24 ans à sa

naissance ". "Notre étude confirme que, chez les hommes, le risque de concevoir un enfant atteint de TSA augmente linéairement avec l'âge durant toute la vie. Mais nous avons aussi constaté que l'augmentation du risque de TSA avec l'âge des parents est plus élevée pour les mères (plus âgées) que pour les pères " explique le Brian K. Lee, professeur adjoint à l'Université Drexel et auteur principal de l'étude. Le risque d'avoir un enfant atteint de TSA n'augmente pas de façon linéaire avec l'âge de la mère mais existe dès l'âge de 30 ans. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) estime que 100 000 jeunes de moins de 20 ans sont atteints d'un trouble envahissant du développement (TED) en France et que l'autisme infantile concernerait environ 30 000 d'entre eux.



Minceur

On ne pense pas assez au riz !



Riz blanc ou coloré, peu importe. La consommation de cet aliment est un allié insoupçonné de notre ligne qui nous incite à manger plus équilibré, souligne une étude américaine.

Si le quinoa et le konjac lui font de l'ombre sur le podium des coupe-faim, le riz n'a rien à envier à ces concurrents minceur ! Une nouvelle étude menée aux États-Unis remet au goût du jour la céréale pour ses qualités nutritionnelles. Manger du riz régulièrement garantit une alimentation équilibrée, assurent les chercheurs texans du Baylor College of Medicine. Après avoir égrené la consommation de riz de

14 386 adultes de 2005 à 2010, l'équipe de Theresa Nicklas a constaté que la céréale était associée à un cercle nutritionnel vertueux : les Américains qui mangent le plus de riz tendent à apporter plus de potassium, de magnésium, de fer, de vitamine B9 et de fibres à leur alimentation. Une habitude involontaire qui nourrit tout un équilibre alimentaire. En effet, les amateurs de riz se rabattent moins sur les aliments riches en sucres ajoutés et en graisses saturées, au profit des fruits et légumes. "Manger du riz est aussi associé à une consommation accrue de fruits, de légumes, de viande et de pois", précise Theresa Nicklas dans la revue Food and

Nutrition Sciences.

Un aliment santé rassasiant

Céréale digeste, dépourvue de gluten, le riz renfermerait aussi de la mélatonine. Or plusieurs études ont démontré que les femmes qui ont un bas taux sanguin de mélatonine présentent un risque plus élevé de développer un cancer du sein. Une raison supplémentaire de mettre du riz dans son assiette. On le choisit de préférence complet, celui-ci renferme plus de fibres et de nutriments. Il nous rassasie plus vite et nous évite de grignoter dans la journée.



Les DÉBATS
Quotidien national
d'information
Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

Éliminatoires Mondial 2018

Algérie-Cameroun le 9 octobre prochain



C'est officiel, l'EN algérienne devrait affronter son homologue camerounaise au stade Mustapha-Tchaker de Blida le 9 octobre prochain et ce dans le cadre de la

première journée de la phase de poules des qualifications de la Coupe du monde de 2018 en Russie. C'est la FAF qui a fait part de cette annonce précisant que le regroupement qui précédera ce match débutera le 3 octobre. Il faudra donc aux Verts bien préparer cette première affiche de ces éliminatoires du Mondial, où l'équipe fera face à des formations aguerries, puisqu'en plus du

Cameroun, l'Algérie jouera aussi face au Nigeria et la Zambie. Dans ce cadre, il faut savoir que la sélection nationale donnera la réplique au Nigeria lors de la deuxième journée en se rendant à Lagos, la capitale nigériane et ce le mois suivant.

A cet effet, la FAF a déjà envoyé des précurseurs au Nigeria pour préparer le séjour des Verts sur place. Sur un tout autre plan, le nouveau sélectionneur national, le Serbe Milovan Rajevac devrait diriger un stage de présélection au profit de l'équipe nationale des joueurs locaux (A') du 26 au 28 septembre prochain, ce qui met fin aux spéculations selon lequel ce coach ne travaillera pas avec la sélection locale, comme cela a été le cas avec le Français, Gourcuff, ce qui est totalement faux. Il faut savoir que ce rendez-vous est le premier pour cette sélection depuis sa mise en veilleuse après sa disqualification du championnat d'Afrique des joueurs locaux de 2014 après son forfait lors du match éliminatoire contre la Libye. Cela reste une belle opportunité pour les joueurs du cru pour montrer toute la plénitude de leurs talents et prouver qu'ils ont les moyens de postuler à une place en équipe nationale A s'ils prouvent qu'ils ont en les moyens. Pour Rajevac, cela devrait aussi lui permettre de connaître davantage le niveau du football local, étant donné qu'avec la sélection première il aura à travailler beaucoup plus avec les joueurs évoluant dans les différents championnats européens.

Imad M.

SC Bastia

Boulaya proche du club corse

Le milieu offensif international algérien de Clermont-Foot 63, Farid Boulaya intéresse le Sporting Club Bastia (Ligue 1 française de football) dans la perspective d'un recrutement, malgré une grave blessure à un genou, qui le privera de compétition jusqu'au mois de novembre prochain, selon le journal L'Equipe. L'ex-istrien figure également sur les tablettes de Toulouse, Dijon, Lorient et Mayence, mais il serait «plus intéressé par Bastia» selon la presse française. Boulaya (23 ans) avait rejoint Clermont-Foot, sociétaire de la Ligue 2 française de football pendant l'été 2015, en provenance d'Istres. Il a connu de bons débuts avant de contracter une rupture des ligaments croisés, en avril dernier. Une grave blessure, ayant freiné l'élan du jeune international algérien pendant près de sept mois. Cela n'a cependant pas empêché certains clubs de le courtiser, même durant sa convalescence.

Tennis de table/championnat arabe (dames)

Les Algériennes l'emportent

La sélection algérienne de tennis de table (dames) a été sacrée championne arabe en battant en finale son homologue qatarie (3-2), dimanche à Hammamet (Tunisie). La troisième place synonyme de la médaille de bronze est revenue à la Tunisie, pays hôte de cette compétition arabe. Chez les messieurs, la sélection algérienne affrontera en demi-finale son homologue tunisienne, alors que l'autre demi-finale mettra aux prises le Qatar à l'Arabie Saoudite. Les Algériens avaient pris la tête de leur groupe en remportant tous les matches de la phase des qualifications face au Qatar, Djibouti et la Palestine. De leur côté, la sélection algérienne masculine des moins de 15 ans (U-15) jouera son match pour les 3e et 4e place face à la Tunisie, alors que la finale de cette catégorie sera animée par les sélections du Qatar et de l'Égypte. Les sélections de la Libye et des Emirats arabes Unis joueront pour les 5e et 6e place, alors que les Saoudiens et Marocains s'affronteront pour les 7e et 8e places.

Ligue 1 et 2

Le RCR et le RCA toujours interdites de recrutement

Le RC Relizane (Ligue 1) et le RC Arbaâ (Ligue 2), n'ont toujours pas réglé leurs contentieux avec les joueurs, contrairement à beaucoup de clubs des deux premiers paliers du championnat algérien de football qui se trouvaient dans la même situation, a constaté le bureau fédéral réuni dimanche, indique la Fédération nationale de la discipline sur son site internet. Les dettes du RCR et du RCA s'élevaient à 60 377 780 DA pour le premier club et de 54 698 050 DA pour le second, a révélé la même source. Les deux formations sont toujours interdites de recrutement. Le RCR en a déjà payé les frais après avoir perdu sur tapis vert avec défalcation de trois points son premier match du championnat face au NA Hussein Dey à domicile, avant de subir une raclée sur le terrain de l'USM Alger (6-0) lors de la journée suivante, dans un match que les Relizanais ont disputé avec un effectif composé essentiellement des joueurs des moins de 21 ans. Les nouvelles recrues (une quinzaine) n'étant toujours pas qualifiées par la Ligue de football professionnel.

La FAF déplore la «hausse inexplic-

cable de la masse salariale»

Le bureau fédéral, réuni dimanche, a déploré la «hausse inexplicable de la masse salariale» des clubs de football professionnel en Algérie, alors que ces derniers sont censés «veiller à assainir leur situation et ne pas aggraver le volume d'endettement». «Il est regrettable que les statistiques de la Ligue de football professionnel (LFP) démontrent une hausse inexplicable de la masse salariale pour seulement 22 joueurs par rapport à la saison dernière où les clubs disposaient d'un effectif de 25 joueurs», indique la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet. En raison des difficultés financières énormes auxquelles sont confrontées les clubs algériens, une nouvelle tentative de plafonner les salaires des joueurs a été entreprise par la FAF en vue de la cette nouvelle saison, mais en vain. A l'issue de chaque exercice, plusieurs clubs des deux Ligues professionnelles se retrouvent interdits de recrutement à cause de plaintes déposées par leurs joueurs auprès de la Chambre de résolution des litiges (CRL) pour n'avoir pas perçu leurs salaires.

Caravane du Beach-volley

La dernière étape de les 30 et 31 août à la plage Saint-Rock (Oran)

La dernière étape de la 18ème caravane de beach-volley masculin aura lieu les 30 et 31 août courant au niveau de la plage Saint Rock, sur la corniche oranaise, a-t-on appris dimanche auprès de la ligue organisatrice. Cette dernière étape, organisée par la ligue de volley-ball de la wilaya, en collaboration avec la DJS d'Oran, verra la participation des meilleures paires masculines, issues de plusieurs wilayas de l'ouest du pays. Des

tournois de street-volley et de beach-volley ont été organisés depuis le mois de juin dernier. Ces manifestations ont débuté à partir de la plage Mers El Hadjadj, pour sillonner les plages Cap-Falco, les Andalouses et enfin la plage de Saint-Rock. «Cette manifestation sportive a pour objectifs de promouvoir et consolider la pratique de cette discipline sportive et de contribuer à l'animation de la saison estivale», ont souligné les organi-

sateurs. Après les huit matches du premier tour, les quatre premières paires des quatre poules se rencontreront en demi-finales. Les vainqueurs disputeront la finale mercredi. Un match de classement est prévu en lever de rideau de la finale. En marge de cette dernière étape, un programme de jeux pour enfants et de concours pour jeunes talents seront organisés, ajoute-t-on de même source.

CR Belouizdad

Fouad Bouali en partance

L'entraîneur du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) Fouad Bouali a quitté son poste «en commun accord» avec la direction, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face à l'ES Sétif (2-1) en championnat, a-t-on appris dimanche auprès du club algérois. Bouali, arrivé durant l'intersaison en remplacement du Français Alain Michel, a payé le mauvais départ du Chabab, auteur d'un point après deux journées seulement de compétition. La direction du club phare de Laâquiba a établi une short-list de cinq techniciens, dont trois étrangers, pour la succession de Bouali, parmi eux figure le nom d'Alain Michel qui pourrait effectuer son retour. Bouali devient le deuxième entraîneur de la Ligue 1 à quitter son poste après Adel Amrouche, démissionnaire de la barre technique de l'USM Alger à la veille du début de la compétition. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur, le CRB a engagé dimanche Saber Bensmain, le désormais ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 17 ans (U17), en tant qu'entraîneur-adjoint, pour un contrat d'une année renouvelable. Bensmain a quitté son poste de sélectionneur après l'élimination des Verts au 2e tour des éliminatoires de la CAN-2017 face au Gabon (aller 0-0, retour 1-0).

Sporting Lisbonne

Slimani vers Leicester

L'attaquant international néerlandais Bas Dost s'est engagé dimanche pour quatre ans avec le Sporting Lisbonne, ouvrant la voie à un départ de l'international algérien Islam Slimani, a annoncé le club vice-champion du Portugal de football sur son site officiel. Le désormais ancien joueur du VfL Wolfsburg (Div.1 allemande de football) âgé de 26 ans rejoint le Sporting pour remplacer Islam Slimani, dont les négociations avec Leicester City (Angleterre) sont sur la bonne voie. Selon la presse portugaise, la signature de Slimani avec le champion d'Angleterre est «imminente» alors que le transfert devrait être bouclé autour de 30 millions d'euros. L'autre club anglais de West Bromwich Albion est entré en scène pour tenter de chiper Slimani, mais ce sont plutôt les «Foxes» qui semblent avoir une longueur d'avance. Même si son contrat avec le club lisboète court encore jusqu'en 2019, Slimani (28 ans) a émis le vœu de changer d'air, trois années après son arrivée au Portugal. Le meilleur buteur en activité de la sélection algérienne (23 buts) jouerait dimanche (18h00) son dernier match sous les couleurs du Sporting lors de la réception du FC Porto, dans le cadre de la 3e journée du championnat.

Dix kg de kif saisis Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue

Les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants relevant de la PJ de la sûreté de la wilaya d'Oran ont procédé récemment au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue, et à la saisie de 10 kilos de kif traité, a-t-on appris dimanche du responsable par intérim de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Agissant sur des informations faisant état de l'existence de dealers qui tentaient d'écouler une quantité de drogue, les enquêteurs de la brigade des stupéfiants ont pris en filature une voiture à bord de laquelle se trouvaient un homme et une jeune fille, a expliqué le commissaire de police Abdelmalek Belbachir, lors d'une point de presse. L'accident inattendu du véhicule poursuivi a permis aux policiers de procéder immédiatement à l'arrestation des mis en cause et la saisie de 39 plaquettes de kif d'un poids total de 10 kilos dissimulées à l'intérieur du tableau de bord du véhicule.

Les deux mis en cause seront présentés, lundi, devant la justice, a-t-on noté de même source.

Par ailleurs, les éléments de la même brigade de lutte contre les stupéfiants ont arrêté, au village fillaoucène, relevant de la commune de Bousfer, un trafiquant de drogue et saisi quelque 536 comprimés de psychotropes.

La perquisition du domicile de cet individu, un repris de justice, a permis la découverte de 536 comprimés de psychotropes ainsi que des armes blanches prohibées, un sabre et deux fusils harpons, a indiqué la même source.

R. N.

Elections aux Etats-Unis

Des hackers s'infiltrent dans des bases de données

Des hackers étrangers se sont infiltrés dans des bases de données sur les élections au niveau de deux Etats, rapportent lundi des médias américains, soulignant que le FBI a appelé les responsables des Etats américains à renforcer la sécurité de leurs systèmes informatiques.

«Le FBI a adressé un avertissement aux responsables à travers le pays, dans lequel il les appelle à renforcer la sécurité de leurs systèmes informatiques», précise *The Hill*, rappelant que le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Jeh Johnson, a tenu une conférence téléphonique plus tôt ce mois avec ces responsables pour discuter des moyens à même de sécuriser davantage les systèmes de vote.

La *gazette* du Congrès indique, en outre, que le FBI mène une enquête sur des cyber attaques ayant ciblé des sites électroniques sur les élections, appartenant à deux Etats.

La police fédérale américaine a demandé aux responsables de ces Etats de procéder à des «scans de vulnérabilités» pour déterminer si des «activités similaires» ont été détectées, selon la publication.

En juin dernier, des «pirates» informatiques russes étaient parvenus à accéder à la base de données de la direction du parti démocrate américain et à mettre la main sur des documents concernant le candidat républicain à la présidentielle du 8 novembre Donald Trump, indique, pour sa part, le *Washington Post*.

Des hackers auraient également réussi à s'introduire dans les ordinateurs de plusieurs comités d'action politique du Parti républicain ainsi que dans des réseaux de soutien à Donald Trump et à Hillary Clinton.

R. I.



Amar Brahmia, chef de la délégation algérienne aux JO de Rio

«Ma famille s'est déplacée à Rio avec ses moyens»



Par Imad M.

Se mettant dans la plupart du temps dans la défensive, le chef de la mission algérienne au Jeux olympiques de Rio du Brésil, Amar Brahmia, a tenu hier lors d'une conférence au siège du COA, à se défendre des accusations portées contre lui et son staff lors de cette dernière édition qui s'est déroulée dans le pays de la samba et où l'Algérie s'est contentée de deux médailles d'argent arrachées, toutes deux, par Taoufik Makhloufi dans les distances du 1 500 m et du 800 m, et qui avait dénoncé les conditions de préparation pour ces Jeux et avait égratigné Brahmia sans le citer. A ce propos justement, le chef de la mission algérienne a refusé de mettre la lumière sur ce qui s'est passé réellement avec Makhloufi, insistant sur le fait qu'il faille épargner les sportifs dans ce genre de conflit. Pour lui, toutes les rumeurs qui ont

été «colportées» ont été l'œuvre d'un technicien bien connu qui voulait nuire à sa réputation. Bien qu'il ait refusé de donner un nom, la plupart des journalistes ont conclu qu'il s'agissait de Mahour Bacha, l'entraîneur de Larbi Bouarada. «Cet entraîneur est connu pour être impliqué dans un scandale et c'est lui qui fait tout pour déstabiliser la mission», indiquera le conférencier qui insistera sur le fait qu'il n'y a pas eu de problèmes avec les deux athlètes, Makhloufi et Bouraâda et que ces derniers ont reçu l'aide des autorités, que ce soit avant pour une meilleure participation pour les jeux ou lors de ces Jeux. Il a même affirmé que l'affaire du véhicule qui n'aurait pas été mis à la disposition de Bouraâda est un pur mensonge. «C'est une invention d'un individu qui a mis ça sur Facebook et cela n'a rien de vrai», dira-t-il. Pour ce qui est de ce qui a été révélé à propos du séjour des familles d'officiels dont sa propre famille

le dans ces jeux, il confirme cette information, en indiquant que les membres de sa famille se sont rendus par leurs propres moyens et n'ont pas profité des moyens mis à la disposition de la délégation par les pouvoirs publics qui avaient décidé d'opter pour un vol direct qui a économisé de l'argent. «Il n'y a pas de dilapidation de deniers publics», a-t-il tenu à relever, tout en avouant qu'il y avait certainement des imperfections, mais ce n'était pas délibéré. Répondant à une question sur la non-sanction des athlètes qui avaient tenu à dénoncer la mission à Rio, il répondra ironiquement que oui il avait peur d'eux et c'est pour cela qu'aucune suite n'a été donnée à ces accusations. Pour ce qui est des résultats obtenus par les athlètes algériens aux jeux olympiques de Rio, il avouera qu'ils étaient «très satisfaisants». «Nous sommes rentrés de Rio il y a à peine quatre jours et on n'a pas encore eu le temps de dresser notre bilan. Mais on peut tout de même dire que les résultats obtenus sont très satisfaisants» a assuré Brahmia. «Personnellement, je considère que c'est une très bonne performance» a insisté le chef de la mission algérienne à Rio, arguant du fait que «des pays beaucoup mieux lotis que l'Algérie n'ont pas réussi à faire mieux».

I.M.

Béjaïa

Quatre caches pour terroristes détruites par l'armée

Quatre caches pour terroristes ont été détruites dimanche dans des opérations de ratissage, à Béjaïa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également détruit une mine de confection artisanale à Aïn Defla et une autre à Jijel, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, lors des opérations de ratissage, le 28 août 2016, quatre caches pour terroristes à Kherrata, wilaya de Béjaïa (5e RM), une mine de confection artisanale à Aïn Defla (1e RM) et une autre à El Milia, wilaya de

Jijel (5e RM)», précise le MDN.

Par ailleurs, et dans le cadre de la sécurisation des frontières, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières de Tlemcen (2e RM) «ont appréhendé un narcotrafiquant et saisi 83 kg de kif traité à bord d'un véhicule touristique, ainsi qu'une quantité de 4 000 litres de carburant destinée à la contrebande». En outre, et à Tlemcen (2e RM), Adrar (3e RM), Biskra et Illizi (4e RM), des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté 33 immigrants clandestins, dont 20 Marocains et deux Syriens».

R.B

ACTU...

Oran

526 interpellations en une semaine

Quelque 526 personnes ont été interpellées dans 225 opérations de police menées en une semaine par les différents services de la Sûreté de wilaya d'Oran, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, a-t-on appris, lundi, de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ces opérations de police ont été menées, du 21 au 27 août 2016, par les services des 25 Sûretés urbaines, en coordination avec le service de la sécurité publique et celui de la police judiciaire, précise la même source, soulignant que 526 personnes ont été interpellées dont 46 ont été arrêtées pour différents motifs. Il s'agit, notamment d'affaires de détention et de consommation de drogue et de psychotropes, de coups et blessures volontaires, de port d'armes prohibées, de conduite en état d'ivresse, ainsi que différentes affaires de vol, ajoute la même source. Après la présentation des 46 mis en cause devant la justice, 23 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et seront jugés par les juridictions compétentes, selon les délits qui leur sont reprochés, souligne-t-on. R. O.

Tunisie

Trois militaires tués dans une attaque terroriste

Trois militaires tunisiens ont trouvé la mort, hier, et sept autres ont été blessés dans l'explosion de mines antichars au Mont Sannema dans la province de Kasserine (ouest). Le porte-parole du ministère tunisien de la Défense, Belhassen Oueslati, a déclaré à l'Agence TAP que «pendant qu'ils effectuaient des travaux d'asphaltage à jebel Semama, des militaires ont été attaqués par des groupes terroristes.»

«Ces derniers ont utilisé des lance-roquettes RPG, des fusils mitrailleurs et des grenades. Deux des militaires blessés se trouvent dans un état critique», a-t-il ajouté. «Les affrontements entre les militaires et les terroristes se poursuivent», indique la même source, affirmant que «deux terroristes au moins ont été blessés et qu'une valise contenant des explosifs a été saisie.»

Belhassen Oueslati a assuré que les employés de la société d'asphaltage ont été tous évacués et qu'ils sont sains et saufs.

R. T.

Nord de l'Irak

Des avions turcs bombardent des positions du PKK

Des avions de combat turcs ont bombardé lundi des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a rapporté l'agence de presse turque Anadolu.

Entre 09h30 et 10h55 GMT, des avions turcs «ont détruit des positions de l'organisation terroriste séparatiste» kurde dans la région de Gara, dans le nord de l'Irak, a annoncé Anadolu en référence au PKK, au moment où la Turquie poursuit en Syrie son opération militaire visant notamment les milices kurdes. Les frappes ont eu lieu près du mont Qandil, fief du PKK en Irak, a précisé Anadolu.

En juillet, des F-16 de l'armée avaient frappé des positions du PKK dans la région de Hakurk, dans le nord de l'Irak, faisant 20 morts parmi les combattants kurdes, selon Anadolu.

R. I.